

Les États-Unis dans l'ordre économique mondial : entre désindustrialisation et quête de renouveau

The United States in the Global Economic Order: Between Deindustrialization and Renewal Quest

Touatit Lotfi

Université Alger 3, (Algérie), lotfi_touatit@yahoo.com

Reçu: 16/03/2025

Accepté: 17/05/2025

Publié: 30/06 /2025

Résumé:

La désindustrialisation est incontestablement le phénomène économique marquant des deux dernières décennies, notamment aux États-Unis. Ses symptômes les plus visibles sont la baisse de la part du secteur manufacturier dans l'économie, les délocalisations vers des pays à bas coûts, l'automatisation accrue, mais aussi une transition consciente vers une économie de services, choix présenté comme étant salubre. Le présent article se penche précisément sur les tenants et les aboutissants de ce choix, pris aux États-Unis au nom de la « société postindustrielle », qu'on présentait comme étant une révolution, mais qui aura pour conséquence une involution dangereuse, ce phénomène ayant entraîné une insécurité sociale accrue. Suite à un état des lieux de l'économie américaine, ce travail aborde le défi relevé par l'administration Trump en matière de réindustrialisation, au moment où une « guerre commerciale mondiale » est annoncée pour le maintien de la compétitivité face à la montée des économies émergentes.

Les mots clés : désindustrialisation ; États-Unis; Chine; Trump; Musk; société postindustrielle; guerre commerciale.

Abstract:

Deindustrialization is undoubtedly the defining economic phenomenon of the last two decades, particularly in the United States. Its most visible symptoms include the decline in the manufacturing sector's share of the economy, offshoring to low-cost countries, increased automation, as well as a deliberate transition to a service-based economy, portrayed as beneficial. This article examines the ins and outs of this choice, made in the U.S. in the name of the "post-industrial society", a supposed revolution that has instead led to a dangerous regression, exacerbating social insecurity. Following an overview of the U.S. economy, this study analyzes the Trump administration's efforts toward reindustrialization, at a time when a "global trade war" looms as a means to maintain competitiveness in the face of rising emerging economies.

Keywords: Deindustrialization; United States; China; Trump; Musk; Post-Industrial Society; Trade War.

1. Introduction

La fin de la guerre froide fut marquée par le triomphe de la doxa libérale, mise en avant par la thèse de la « fin de l'Histoire »¹, dont les partisans vont célébrer le « moment américain », symbolisé par le fameux discours de George Bush sur le Nouvel Ordre Mondial², promettant une ère de prospérité et de stabilité. Cependant, loin de l'euphorie de la victoire sur le communisme, un nouveau « péril » se profilait déjà aux États-Unis, résolument interne, intimement lié au choix de la stratégie de développement à adopter pour transcender l'ère bipolaire, une nouvelle orientation dont le coût sociétal allait être exorbitant.

Avec conviction et animés d'une ambition de leadership planétaire, les États-Unis vont en effet s'engager dans la voie d'une « société postindustrielle », modèle impliquant -entre autres- une désindustrialisation sournoise qui va redéfinir les fondements même de la puissance américaine. Ce choix initié durant les années 1970, implémenté sous l'administration Ronald Reagan et présenté comme étant inévitable, va consacrer une transition vers une société de services, où la finance et les technologies de l'information allaient dominer. Cependant, au-delà de la rhétorique moderniste, voire progressiste, qui accompagna cette implémentation, une réalité plus complexe s'est progressivement dessinée, marquée par un déclin des emplois manufacturiers, une polarisation sociale et un affaiblissement du tissu industriel national, remettant en question la notoriété de l'économie américaine.

Si l'on se rapporte à l'ambition affichée par l'actuelle administration, le choix qui porta au sommet de l'économie nationale des géants tels que Microsoft, Google, Apple, Facebook, ou Amazon, et qui symbolise l'essor du numérique, est en train d'être réévalué, d'autant plus que (loin des discours) certains signes laissent bien penser que cette administration tente actuellement de renverser la tendance, à coup de mesures de réindustrialisation, accompagnées de protectionnisme et d'incitations aux relocalisations (action de rapatrier sur son sol l'ensemble d'une chaîne de valeur).

Cet article se propose ainsi d'analyser les tenants et les aboutissants de la désindustrialisation aux États-Unis, en interrogeant ses causes, ses conséquences et les réponses qu'elle a suscitées. Elle a pour questionnement central l'interrogation autour des marges de manœuvres qui s'offrent aux décideurs américains en matière de réindustrialisation, à l'heure où les représentants des GAFAMS sont désormais au cœur du pouvoir. Aussi, à ce questionnement central se greffent d'autres questions aussi importantes : dans quelle mesure ce phénomène constitue-t-il un choix économique assumé ? Représente-t-il

réellement une involution sociale dangereuse et un boulet pour le statut de puissance des États-Unis ? Dans quelle mesure les politiques de réindustrialisation de l'administration Trump peuvent-elles être efficaces pour enclencher un redressement économique ? Ce sont là les principaux termes de la problématique esquissée dans le cadre du présent travail.

En d'autres termes, il y a lieu d'explorer à la fois les causes, les conséquences et les réponses politiques à la désindustrialisation, mises en relief avec les discours (analyse discursive), tout en intégrant (suivant une approche systémique) les différentes dimensions inhérentes à cette question. Lors de cette contribution, l'approche adoptée sera donc résolument multidimensionnelle, prenant en compte plusieurs facteurs et intégrant plusieurs perspectives. Sont d'abord abordées les considérations politiques et idéologiques ayant conduit à ce choix, suite à quoi seront examinés les changements opérés dans la structure économique du pays et la dynamique sociale de manière plus générale. Les États-Unis étant le principal acteur de l'économie mondialisée, leurs interactions avec le monde extérieur seront aussi bien scrutées à l'aune du prisme géoéconomique.

Pour traiter la problématique énoncée *supra*, ce travail se présente sous trois axes abordant des segments complémentaires : genèse de l'option postindustrielle, virage numérique aux États-Unis et faisabilité d'une nouvelle stratégie post-numérique.

2. Genèse et implémentation de l'option postindustrielle

Aux États-Unis, le passage vers la société postindustrielle s'est progressivement imposé, suite à l'adoption d'une succession de mesures, mais ce fut aussi le fruit d'un contexte, d'une combinaison de facteurs économiques, sociaux, technologiques et politiques, qui ont rendu possible cette évolution.

2.1. Mutations du système économique étasunien

Parmi les principaux déterminants du choix postindustriel figurent les changements économiques structurels survenus lors des années 1970, phase historique marquée par une concurrence internationale accrue, notamment de la part de nouveaux outsiders asiatiques, qui bénéficiaient déjà d'une main-d'œuvre à moindre coût, d'un volontarisme avéré et, pour certaines d'entre eux, d'idéologies techno-nationales bien affirmées. Progressivement, ceci leur a permis de surpasser l'industrielle des États-Unis en termes de compétitivité.

Cette perte de vitesse de l'économie américaine, déjà perceptible à l'époque, a favorisé l'essor des secteurs tertiaires tels que la finance, la technologie, l'éducation et la santé aux États-Unis, où la valeur ajoutée générée s'est avérée significativement plus élevée que dans l'industrie manufacturière. Ainsi, le

secteur des services est devenu le principal moteur de la croissance économique, une orientation encouragée par la globalisation, qui a mis l'accent sur les délocalisations de la production vers des pays à faibles coûts, en accord avec la logique économique des avantages comparatifs³. Il en résultera une spécialisation progressive des États-Unis dans l'économie des services, dynamique qui va s'opérer de manière quasi naturelle, reléguant la production manufacturière à d'autres régions du monde, dans un contexte déjà marqué par des tensions géopolitiques autour des ressources énergétiques, voire de guerres pour l'accès (ou le déni d'accès) à ces ressources⁴.

L'évolution du système économique étasunien obéit ainsi à une logique de l'offre et de la demande, conformément au prisme idéologique libéral, voire néolibéral, qui s'est imposé dans les années 1980 sous l'impulsion de l'administration Reagan. Dans cet esprit, la dérégulation sera encouragée, au même titre que l'ouverture sur les marchés, renforçant l'idée d'un interventionnisme minimal de la part de l'État et d'une spécialisation globalisée dans des créneaux particuliers de chaque économie⁵. Cette mutation s'inscrira donc dans un contexte idéologique favorable, d'autant plus que l'avènement de la société postindustrielle fut déjà anticipé par plusieurs auteurs, parmi lesquels figure Daniel Bell, qui va esquisser un modèle économique dominé par les services, reposant sur la connaissance et l'innovation et reléguant au second plan la production industrielle⁶. Pour Bell, ceci représentait une évolution naturelle des sociétés modernes les plus avancées, voire une mutation inéluctable des sociétés modernes.

Ainsi, les États-Unis sont passés des prouesses industrielles des années 1960 et 1970, à un modèle économique centré sur les professions intellectuelles et technologiques, une transition qui fut encouragée par un accès démocratisé à l'éducation, permettant à une plus grande partie de la population de participer à cette nouvelle économie du savoir⁷. Cependant, cette mutation va également entraîner un effritement graduel de la base industrielle américaine, remplacée par une économie dominée par les services. Naturellement, le phénomène va engendrer des conséquences sociales et économiques qui vont susciter des débats, notamment en termes d'inégalités et de polarisation du marché du travail.

2.2. Mutations socioculturelles aux États-Unis

Loin des considérations économiques, l'orientation vers une société postindustrielle s'explique aussi par des changements sociétaux d'ampleur qui vont impacter l'Amérique, à l'image de la consécration de l'individualisme et de

la société de consommation, de l'évolution dans les niveaux d'éducation, de l'essor du numérique, ainsi que les effets culturels de la globalisation.

Lors du siècle passé, l'individualisme fut érigé en valeur suprême au sein de la société américaine⁸, l'identité personnelle (et son corollaire la société de consommation) étant devenue le référent central. Ceci fut d'ailleurs encouragé par les médias de masse, organes qui vont (notamment via la publicité) créer une culture de consommation qui va jusqu'à transformer les structures sociales et les attentes culturelles⁹, réduisant l'individu au rang de client. Ces changements dans les valeurs et les modes de vie qui interviendront durant les années 1960 et 1970, en concomitance avec l'émergence de mouvements sociaux revendicatifs mettant en avant le respect des droits civiques (féminisme, écologie, etc.), bouleverseront les normes traditionnelles qui sont ainsi définitivement remises en question¹⁰.

Ces transformations socioculturelles ont accéléré la transition vers une société postindustrielle privilégiant les services et l'économie de la connaissance, et encourageant la valorisation des emplois qualifiés, créatifs et intellectuels, associés le plus souvent aux secteurs des nouvelles technologies. Ceci aura pour conséquence une plus grande volatilité dans l'emploi et coïncidera également avec un déclin du syndicalisme, ce dernier étant traditionnellement présent avec force dans les économies industrielles. Aussi, l'individualisme au sein de la société américaine sera davantage encouragé par l'émergence de la société de l'information, basée sur les technologies, notamment celles liées au domaine de la communication¹¹, phénomène qui va redéfinir les contours du monde du travail, influencer les modes de consommation et les pratiques culturelles¹², mais aussi bouleverser les modes de communication et de loisirs, notamment dans les centres urbains (concentration des activités économiques et culturelles avec une domination de la classe créative *super-creative core*)¹³, favorisant de la sorte une économie de la connaissance, mais aussi des clivages régionaux entre centres urbains et périphéries.

L'autre fait social marquant ayant encouragé le passage vers la société postindustrielle est l'évolution dans les niveaux d'éducation ayant encouragé l'avènement de la révolution numérique, évolution qui va donner davantage d'importance à l'éducation supérieure et à la recherche, en vue d'encourager l'essor d'une économie basée sur la connaissance et l'innovation¹⁴. Les progrès technologiques qui vont résulter de ces mutations (notamment l'automatisation et la robotisation) conduiront à davantage de réduction de la main-d'œuvre dans les secteurs manufacturiers, accélérant de la sorte le développement de l'économie basée sur la connaissance, au détriment de celle matérielle. Globalement, ceci sera

rendu possible grâce à la vulgarisation de la culture de la recherche dans la société américaine, dans laquelle la propriété intellectuelle et industrielle bénéficie déjà d'une réelle protection. Ainsi, les caractéristiques sociétales permettant le passage vers la société postindustrielle sont bel et bien présentes, notamment une forte bureaucratie scientifique qui va œuvrer pour la spécialisation accrue et un nouveau partage de rôles en société¹⁵.

2.3. La société postindustrielle comme choix politique aux États-Unis

Outre les déterminismes économique et socioculturel, l'orientation postindustrielle fut également conditionnée par les choix politiques pris durant le siècle passé, notamment sous l'administration Ronald Reagan (1981-1989). C'est précisément sous ce président que la transition vers une économie postindustrielle fut réellement entamée, avec des mesures néolibérales bien assumées, avantageant les grandes entreprises, notamment celles incarnant l'élan mondialisé.

Les éléments de cette politique renvoyaient naturellement au néolibéralisme, comme l'illustrent d'ailleurs ses priorités. D'abord, la réduction des taxes en vertu de l'*Economic Recovery Tax Act*, qui les fera baisser jusqu'à 30% en 1981, d'abord sur une durée de cinq ans, puis sans limites en 1985, afin d'encourager l'investissement et la consommation¹⁶. Ensuite, la dérégulation dans plusieurs secteurs, à l'image de la finance, pour stimuler la concurrence et l'innovation¹⁷. Et pour finir, le culte de l'équilibre budgétaire, qui va justifier une réduction des dépenses publiques, y compris les dépenses sociales, et ce, suite à des décennies de déséquilibres causées notamment par le budget de défense et les aléas de la guerre froide¹⁸.

Il est ainsi opportun d'évoquer un virage néolibéral très prononcé, marqué par un État minimaliste, inspiré des idées du conservatisme et de l'économie de l'offre. Cette politique médiatiquement baptisée « *Reaganomics* », occasionnera certes une période de croissance durant les années 1980, avec une baisse du chômage (de 10,8% en 1982 à 5,3% en 1989) et une inflation maîtrisée (passant de 13,5% en 1980 à 4,1% en 1988), mais ce sera certainement un tournant plus favorable aux grands oligarques, qui seront les principaux bénéficiaires de cette ouverture. En effet, des répercussions négatives sont également palpables, à commencer par la paupérisation, moins d'entrées fiscales pour l'État (donc moins de politique sociale)¹⁹, glissement de la dette (de 997 Md\$ en 1981 à 2,8 billions en 1989), ainsi que le déclin du syndicalisme. Ces éléments attestaient certainement de la montée en puissance d'une élite oligarchique croyant fermement aux vertus de la financiarisation (protégé à l'occasion par le Parti républicain), d'autant plus que les exonérations d'impôts n'ont pas engendré assez

de croissance pour justifier les pertes de revenus pour l'État, ce qui d'une certaine manière a constitué un fardeau supplémentaire pour les générations à venir²⁰.

Ainsi, c'est durant cet intervalle que les secteurs financiers et technologiques commencent à être priorisés, au détriment d'une industrie manufacturière en perte de vitesse²¹, qu'on allait céder au monde émergent. D'ailleurs, une fois au pouvoir, George H. W. Bush (1989-1993) maintiendra le soutien de l'administration américaine au secteur des TIC²², qui resteront au cœur des priorités, afin de renforcer la compétitivité technologique des États-Unis²³ (vote du *High-Performance Computing and Communication Act* en 1991)²⁴.

Cette marche vers la société postindustrielle se poursuivra sous Bill Clinton (1993-2001), qui maintiendra le cap de la libéralisation économique engagée, notamment à travers l'accord sur la zone de libre-échanges en Amérique du Nord (NAFTA-1992), d'où l'accélération des délocalisations, particulièrement vers le Mexique²⁵, au moment où le soutien aux TIC est porté au rang de priorité nationale, grâce au *Telecommunications Act* (1996).

Ultérieurement, et toujours dans le même esprit, George W. Bush (2001-2009) mènera une politique technologique offensive, qui permettra aux TIC de connaître une expansion massive, rendue possible grâce à la généralisation d'Internet et le développement sans précédent dans les infrastructures technologiques²⁶. D'ailleurs, on évoquera même un « État virtuel », car réduit à sa plus simple expression²⁷. Ainsi, la société postindustrielle devient une réalité palpable sous George Walker Bush, qui gouvernera une Amérique dominée par les services et le monde de la finance. Pour sa part, Barack Obama (2009-2017) mettra lui aussi l'accent sur les TIC, écartant d'un revers de la main la question de la revitalisation industrielle. Via plusieurs initiatives, il tentera d'encourager les créneaux technologiques, notamment à travers *Startup America*²⁸, ou encore *Open Government Initiative*²⁹.

Ainsi, globalement, le passage vers la société postindustrielle ne sera pas le résultat d'une décision unique, car il se fera de manière progressive, avec une succession de mesures et de choix stratégiques. Ce fut aussi le résultat d'un équilibre entre acteurs, puisque la transition vers une société postindustrielle ne sera pas planifiée de manière centralisée par un pouvoir politique dominant, mais s'imposera plutôt comme un compromis, une réponse collective à une conjoncture économique et technologique bien particulière, dominée par une élite économique dont le choix sera porté sur une dynamique de financiarisation, qui pèsera de tout son poids sur l'avenir du pays.

3. Le virage numérique aux États-Unis : le « grand remplacement »

Durant le « moment américain », la puissance des États-Unis s'est exprimée économiquement, notamment durant la phase 1990-2010, lors de laquelle le pays a connu une croissance économique substantielle³⁰, mais cette dernière fut parfois ralentie par des crises, comme en 2008. Ainsi, aux défis géopolitiques qui se sont posés à l'Amérique durant cette phase, se sont également ajoutés d'autres économiques, inhérents notamment à l'avènement de l'économie numérique et à l'essor des acteurs de la mondialisation, autant de défis géoéconomiques liés aux stratégies économiques diligentées dans le cadre de la guerre économique.

3.1. L'implémentation du choix postindustriel aux États-Unis

Globalement, les données inhérentes aux performances de l'économie américaine démontrent que les États-Unis ont pleinement misé sur les nouvelles technologies, enregistrant au passage des performances remarquables, et ce, jusqu'à ce que ce modèle montre ses limites.

Pour ce qui est de la création d'emplois, entre mars 1991 et janvier 1999, 17 millions d'emplois furent créés et le déficit budgétaire fut ramené de 290 Md\$ en 1992 à 22 Md\$ en 1997, soit -0,3% du PIB des États-Unis. Le tout accompagné d'un bond spectaculaire des cours boursiers³¹. Le PIB, l'un des principaux indicateurs de la puissance économique américaine, indiquait aussi que le pays avait connu une croissance générale significative. Alors qu'en 1990, il s'élevait à près de 5,9 trillions\$ (source : *World Bank*), en 2000, il atteindra 10,2 trillions\$, pour évoluer en 2010 à près de 15 trillions\$, en dépit du ralentissement occasionné par la crise de 2008³². Lors de cette phase historique, la croissance fut en fait soutenue par les secteurs de l'information, des finances, mais aussi des nouvelles technologies, secteurs bénéficiant d'une très grande demande interne³³ et dont l'essor va propulser sur la scène mondiale des géants tels que *Microsoft*, *Apple*, *Intel*, *Amazon*, *eBay* et *Google*, qui vont connaître une croissance spectaculaire et contribuer non seulement à l'augmentation de la richesse et de la productivité des États-Unis, mais aussi à soutenir leur *soft-power*. L'économie américaine connaîtra donc une forte croissance du PIB, avec un taux moyen de 3,5% par an durant les années 1990 et en 2010 la capitalisation boursière du secteur technologique à lui seul atteindra près de 2.000 Md\$³⁴, avec des entreprises qui vont constituer le socle des GAFAM.

Ceci fera des États-Unis les pionniers du domaine des technologies de l'information et de l'économie numérique, une évolution portée notamment par les entreprises de la Silicon Valley, qui vont assurer au pays une position

dominante dans ce secteur. Cependant, cela va se faire à un prix élevé, puisque le pays va devoir subir les effets néfastes de cette « révolution numérique ».

En effet, d'une part, les Américains seront confrontés aux effets de la « Bulle Internet » (*Dot-Com Bubble*)³⁵, phénomène spéculatif lié aux valeurs technologiques artificiellement rehaussées durant les années 1990 et qui après avoir culminé en une décennie, éclate en 2000, affectant durement le marché boursier américain, notamment les valeurs immatérielles et celles liées au e-commerce. Ceci occasionnera une sévère réévaluation du marché et une récession qui va durement toucher l'ensemble de l'économie américaine³⁶. Et d'autre part, les involutions ravageuses de la désindustrialisation, ce processus au bout duquel les capacités de production industrielle d'une nation sont réduites, face à la montée du secteur tertiaire, impliquant nécessairement une réduction de l'importance de l'industrie dans le PIB³⁷. De ce fait, la désindustrialisation est une mutation en vertu de laquelle l'industrie perdrait sa centralité³⁸, entraînant dans le pire des scénarios des restructurations socioéconomiques, voire territoriales³⁹.

Visiblement, le choix porté sur une montée inexorable de l'économie des services, au profit des secteurs liés aux technologies et aux finances, où certes plusieurs emplois furent créés, ne sera pas sans conséquences, puisque le pays devra subir une désindustrialisation ravageuse, qui va marquer les années 2000. On assistera donc au déclin relatif des activités manufacturières qui occasionnera des pertes d'emplois très qualifiés (*Good Jobs*)⁴⁰, une diminution de la protection sociale et une montée des inégalités. Cette situation, anticipée par certains experts⁴¹, sera accentuée par la délocalisation de plusieurs activités vers des régions à bas coûts, notamment vers l'Asie. D'ailleurs, de 2007 à 2010, près de 8,7 millions d'emplois vont être perdus, notamment dans le secteur de l'automobile, du textile et de l'électronique⁴².

Les fermetures d'usines vont entraîner des pertes économiques pour plusieurs régions aux États-Unis, accompagnées de crises sociales et de bouleversements démographiques. Les statistiques gouvernementales indiquent d'ailleurs que près de 45.000 usines avaient fermé leurs portes entre 2002 et 2022⁴³, impactant de la sorte plusieurs millions de foyers (pertes d'emplois directs et indirects)⁴⁴. Et pour illustrer cette dure réalité, il y a lieu d'évoquer le cas de la ville de Detroit, autrefois le cœur de l'industrie automobile nord-américaine, durement touchée par la désindustrialisation, qui verra sa population réduire de manière sévère. Entre 2010 et 2020, elle perd 44.000 habitants, soit 6% de sa population⁴⁵. Pour le Nord industrialisé du pays on parlera désormais de *Rust Belt*

(ceinture de la rouille)⁴⁶, mais le cœur de l'Amérique sera également concerné par le déclin industriel qui touchera aussi les *Swing States*.

Pour la ville de Chicago, elle aussi touchée par la désindustrialisation, une étude avait d'ailleurs évalué à près de 25% les emplois manufacturiers perdus entre 2006 et 2017, en relation avec la « grande récession »⁴⁷. Il s'agit à l'évidence d'une tendance nationale qui se reflète aussi dans cette région⁴⁸, où les emplois manufacturiers ont baissé dans le sillage de la montée des secteurs liés aux services et technologies. Les statistiques du *Bureau of Labor* indiquent d'ailleurs qu'après avoir culminé à 30%, la part de l'emploi dans le secteur manufacturier est passée à 8%⁴⁹.

Aussi, dans l'ensemble, ce phénomène risque de se pérenniser non seulement en Amérique, mais aussi en Europe, où plusieurs usines risquent de fermer dans les mois qui viennent, comme le suggère le cabinet de conseil Gartner dans l'un de ses rapports⁵⁰.

La désindustrialisation aux États-Unis sera ainsi un processus lent et complexe, où facteurs économiques et politiques s'entremêlent, avec des conséquences directes sur la société américaine, touchée de plein fouet par les effets des nouvelles technologies. Il serait également intéressant de rappeler que, parallèlement, la désindustrialisation aura aussi pour origine les technologies de l'automatisation, plusieurs entreprises ayant fait le choix d'investir dans ce créneau à des fins d'optimisation de coûts et que, face aux changements, peu de villes américaines ont su réellement s'adapter⁵¹.

La puissance américaine est ainsi altérée par le poids grandissant des géants des nouvelles technologies, notamment le numérique, symbolisé par les GAFAM, dont les politiques ne convergent pas toujours avec celles de l'État. Ceci représente donc à la fois un paradoxe et un défi pour ce pays qui, même en sa qualité de grande puissance, reste exposé aux stratégies des multinationales évoluant dans le numérique, souvent basées aux États-Unis, mais dotées d'un pouvoir tentaculaire mondial, ayant la capacité de contrecarrer les volontés des États, redéfinissant à volonté la géoéconomie mondiale. C'est notamment le cas pour *Google*, *Apple* et *Microsoft*, sans oublier les réseaux sociaux numériques *Facebook* et *Twitter* (désormais *X*), dont la contribution au façonnement d'une opinion publique mondiale est indéniable.

Aujourd'hui, ce qui semble se confirmer, c'est bien la capacité des acteurs du numérique aux États-Unis à transcender leurs statut entrepreneurial en prenant part au jeu politique, voire à s'organiser pour jouer les premiers rôles en société. Leur influence déborde ainsi des plans habituels que sont l'économique et le

technologique, pour investir de manière évidente la sphère politique, mais aussi celles sociale et culturelle (exploitation des métadonnées de utilisateurs)⁵².

En effet, après avoir été les bénéficiaires d'une conjoncture économique qui leur était favorable, étant désormais dominants dans leurs créneaux respectifs (moteurs de recherche, réseaux sociaux, commerce en ligne, etc.) et très entreprenants en matière de stratégies d'acquisitions⁵³, ils ont pu émerger en tant qu'oligarques, développant même des stratégies proactives pour influencer le reste du monde, notamment la sphère politique, afin de pouvoir concevoir et adapter les régulations à leur avantage. Aussi, loin d'être toujours dans la transparence, ces acteurs adoptent parfois des stratégies fiscales « agressives », ou encore opaques, afin d'optimiser leurs gains, voire échapper à l'imposition⁵⁴.

Le cas d'*Amazon* atteste d'ailleurs des immenses capacités de marchandage dont disposent les nouvelles forces du numérique, ladite firme ayant obtenu d'importants avantages fiscaux en échange de l'implantation de son siège à Arlington (Virginie), avec pour objectif affiché de se positionner avantageusement en se rapprochant de New York, l'un des pôles nationaux des industries créatives, mais ceci permet aussi d'être près de Washington, là où réside l'essentiel de la caste politique. En fait, pour ce type de firmes, la proximité des centres de pouvoir est un atout important, mais l'intérêt est à l'évidence partagé⁵⁵.

Pour ce qui est du cas d'*Amazon*, la localisation d'un tel investissement aux États-Unis permettra à l'État fédéral de réaliser d'importants gains, mais le principal bénéficiaire reste la ville d'Arlington elle-même, en raison des emplois qui vont être créés, puisque cette firme qui emploie plus de 1,5 million de personnes à travers le monde, et qui est également l'un des grands pourvoyeurs d'emplois aux États-Unis, va réaliser près de 25.000 emplois attendus sur l'ensemble des bâtiments, sans oublier les 2,5 Md\$ qui seront investis dans la ville dans le sillage de ce projet⁵⁶.

Cependant, à l'image d'autres firmes du numérique, *Amazon* est critiquée pour la position monopolistique qu'elle occupe⁵⁷, mais également les conditions de travail qu'elle fait subir à ses salariés, notamment dans ses entrepôts, mais aussi pour le recours abusif à des contrats précaires, notamment pour les travailleurs permanents considérés à tort comme indépendants (*Uberization* forcée). Pour ces derniers, l'instabilité professionnelle est souvent un avenir très plausible et leurs droits sociaux sont souvent très limités⁵⁸. Pour les plus durs critiques de cette évolution du marché de l'emploi, il s'agit d'une profonde transformation du marché du travail, opérée depuis que les géants du numérique ont gagné en importance, allant jusqu'à détenir le pouvoir sournois de redéfinir les

contours du marché du travail, en introduisant des pratiques nouvelles privilégiant des contrats adaptés à leurs besoins et, le plus souvent, au détriment des droits de ceux qu'ils emploient.

L'autre aspect incommode des pratiques privilégiées par ces « géants » est le monopole sur les données des utilisateurs. Et à ce niveau, il y a lieu de relever que ces acteurs dont l'influence est démesurée s'alimentent de la marchandisation des données privées de milliards de personnes, ce qui devrait hériter, ou intéresser, tout pouvoir politique (enjeux électoraux, sécurité des données, ingérences et manipulations des mouvements sociaux). En effet, le cas des GAFAM qui collectent et contrôlent d'immenses quantités de données d'utilisateurs (et de métadonnées), démontre qu'une firme peut détenir un pouvoir pratiquement jamais égalé à travers l'histoire de l'humanité en termes de renseignement. Et il y a lieu de rappeler que si le marché de la publicité en ligne (qui frôle 933 Md\$/an) fut quasiment dominé par *Google*, *Meta* et *Amazon*, en 2024, ces derniers détenant conjointement près de 51% des parts de ce marché, c'est précisément due à leur capacité à cibler précisément les consommateurs grâce aux données et métadonnées collectées⁵⁹.

L'importance croissante de ces plateformes numériques représente ainsi un atout hautement stratégique, eu égard à la grande concentration de donnée dont elles se sont assuré, atout qui leur offre sans nul doute un important levier d'influence sur (et pour) les pouvoirs politiques. Vues leurs très grandes capacités, ces firmes s'avèrent donc un outil privilégié en matière d'ingénierie sociale, à même de permettre le façonnement sournois des sociétés, voire le contrôle de certaines populations dont les attitudes et comportements sont occasionnellement orientés, notamment lors des échéances électorales⁶⁰.

Ceci est particulièrement vrai pour les GAFAM, qui représentent une part très significative de la capitalisation boursière aux États-Unis en matière d'économie numérique (*Apple*, *Microsoft*, *Google*, *Amazon* et *Meta*), qui se sont érigés en représentants de ce que Shoshana Zuboff qualifie de « capitalisme de surveillance », une conception introduite et perfectionnée par *Google*, mais qui semble aujourd'hui généralisée⁶¹.

Par ailleurs, le poids des GAFAM dans l'économie américaine s'explique aussi par la création d'emplois dans le domaine de l'innovation technologique, qui représente depuis longtemps l'un des instruments de la reprise économique, voire de l'hégémonie qu'exercent les États-Unis. À cela s'ajoute le défi de la contribution à l'effort national de R&D, créneau dans lequel certaines firmes ont

incontestablement rayonné, à l'image de *Google*, *Microsoft* et *Apple*, acteurs très actifs en matière de nouvelles technologies⁶².

Conscientes de ce pouvoir, ces firmes du numérique diffusent aussi leur influence à travers un lobbying particulièrement dynamique, le plus souvent réglementaire et transparent, qui leur permet d'interagir avec d'importantes figures politiques et les faiseurs des politiques publiques, moyennant d'importantes sommes dépensées pour avoir cette opportunité. En 2022, *Amazon* avait dépensé plus de 20 millions\$ dans ses actions de lobbying, suivie par *META* qui dépensa près de 19 millions\$ et *Google* avec près de 9 millions\$⁶³.

Le gouvernement américain se trouve ainsi face à des acteurs sur lesquels il a peu d'emprise, mais dont l'influence ne cesse de grandir, notamment sur les plans culturel et médiatique. Ces géants contrôlent désormais une grande partie des flux d'information en direction de la population américaine, détrônant de la sorte les médias traditionnels, ce qui leur permet de contribuer au façonnement des opinions. Les 2,5 Md\$ d'utilisateurs mensuels de *YouTube* sont *de facto* influencés dans leurs choix et perceptions des choses, au même titre que les 3 Md\$ d'utilisateurs actifs de Facebook, dont les interactions, opinions et comportements sont influencés par une large censure, touchant diverses questions.

Aux États-Unis, au-delà du statut privilégié dont disposent les GAFAM, ces dernières font parfois face à des procédures antitrust engagées par le *Department of Justice*, visant notamment des pratiques monopolistiques, comme ce fut le cas pour *Google*. Mais de grands scandales de manipulation politique peuvent aussi avoir lieu, impliquant les géants du numérique⁶⁴.

Le débat est ainsi ouvert autour de la question de la manipulation politique, mais également la domination culturelle exercée par des plateformes numériques qui sont en apparence désidéologisées et dont les slogans sont d'ailleurs libertaires. Ces dernières se révèlent en fait culturellement et politiquement orientées, d'où la pertinence du questionnement autour de l'état de la diversité des opinions sur ces plateformes, ainsi que sur leurs orientations idéologiques, au moment où les États-Unis semblent plus que jamais divisés, sur fond d'accusations de censure et de désinformation.

Ceci dit, pour le gouvernement américain, et au-delà des problématiques énoncées supra, ce qui semble compter le plus dans le contexte actuel c'est davantage la capacité de ces géants du numérique à accompagner la stratégie de renouveau économique adoptée par l'actuelle administration, et s'assurer la loyauté de ces acteurs dans un environnement géopolitique changeant, où la donne géoéconomique a une grande importance, voire s'avère décisive.

3.2. Face à l'ascension chinoise : nouveau contexte pour les géants américains du numérique

Les géants du numérique ont contribué à transformer la structure du pouvoir aux États-Unis, en convertissant leur puissance économique, en une influence politique et sociétale sans précédent. Cependant, cette position avantageuse semble en voie d'être altérée, en raison de la perte de puissance technologique des États-Unis, mais aussi du jeu de positionnement dans le marché globalisé du numérique, qui exige souvent des compromis, notamment pour ce qui est de l'accès au marché chinois, qui s'avère à la fois profitable, complexe et problématique.

La question de la perte de puissance technologique des États-Unis s'est posée avec gravité ces dernières années, notamment à travers la « guerre des brevets », l'un des paramètres clé pour l'évaluation de la robustesse de la puissance américaine. L'élément déterminant à ce propos est à l'évidence le nombre de brevets, mais leur qualité et adaptabilité aux besoins des marchés sont aussi importantes, au moment où cette puissance fait face à l'ambitieux programme de développement technologique et industriel de la Chine « *Made in China 2025* », qui a su assurer aux acteurs chinois des positions dominantes dans certains secteurs technologiques⁶⁵.

Des travaux récents démontrent que les États-Unis ont perdu le leadership mondial en matière de brevets déposés, et ce, face à la Chine. Les données du *United States Patent and Trademark Office* évoquent d'ailleurs près de 591.473 brevets déposés aux États-Unis en 2021, soit 17,5% du total mondial, contre 1,59 millions déposées pour la Chine. Les États-Unis sont ainsi talonnés par leur principal rival commercial, mais arrivent toujours à conserver une position favorable vis-à-vis d'autres acteurs technologiques comme le Japon (289.200), ou la Corée du Sud (237.998)⁶⁶. Même au niveau du nombre de brevets en vigueur pour 2021, la Chine dépasse de loin les États-Unis avec 3,6 millions. Les Américains quant à eux n'ayant que 3,3 millions⁶⁷.

Les États-Unis ont ainsi pour *outsider* la Chine, géant technologique qui surpasse les États-Unis dans plusieurs domaines de haute technologie. Selon le *World Intellectual Property Indicators 2024*, en 2023 elle aurait déposé 1.677.701 de brevets, contre 1.619.268 en 2022, confirmant ainsi une tendance haussière, face à une stagnation relative américaine (594.340 et 598.085 brevets pour, respectivement, 2022 et 2023)⁶⁸.

L'équilibre numérique mondial bascule ainsi vers l'Asie, notamment vers la Chine, là où la puissance manufacturière s'est renforcée en se dotant d'un

avantage technologique certain, dans le droit fil de l'idéologie techno-nationaliste qui accompagne les champions nationaux chinois depuis l'ouverture à l'économie mondialisée.

Cependant, si des compromis et des ententes tacites sont possibles et fortement envisageables entre les autorités américaines et les GAFAM, dont l'ancrage est occidental et qui contribuent dans une certaine mesure à la consolidation de la puissance des États-Unis, il n'en demeure pas moins que le pouvoir de l'hégémon reste limité face aux géants chinois du numérique. En effet, des firmes comme *Alibaba Group*, *Baidu*, *ByteDance* et *Tencent*⁶⁹, restent réfractaires au jeu de puissance mené par les Occidentaux et représentent même de sérieux concurrents pour les firmes américaines du secteur numérique⁷⁰, ce qui en fait naturellement des menaces réelles, ou du moins un frein à la pérennisation de l'hyperpuissance, notamment dans ses volets numérique, technologique et même culturel. Le manque à gagner pour les acteurs américains du domaine se manifeste notamment en Asie, mais le phénomène concerne aussi les marchés émergents, où certains géants américains ont connu une perte d'influence.

Aujourd'hui, la montée en puissance de *DeepSeek* dans le paysage de l'IA mondiale illustre bien le dynamisme chinois dans ce domaine, mais aussi la rude concurrence à laquelle les firmes américaines font désormais face. Cette montée fulgurante d'une société relativement modeste (*High-Flyer*), découle certes d'une combinaison de technologies avancées et d'une vision managériale centrée sur les besoins réels du marché⁷¹, mais d'un point de vue géoéconomique elle s'apparente à un acquis stratégique pour la Chine, notamment si l'on se situe dans le contexte de la guerre techno-commerciale que se livrent Chinois et Américains.

En somme, *DeepSeek* se distingue par son approche innovante, atout nécessaire face à des géants américains qui restent omnipotents, avec des acteurs majeurs comme *Google*, *OpenAI*, *Microsoft*, *Meta* et *Amazon* qui dominent largement le terrain de l'IA. Cependant, *DeepSeek* n'est que la partie émergente de l'IA chinoise, dense écosystème fort de plusieurs sociétés prometteuses telles que *Baidu*, *AlibabaCloud*, *Tencent*, *Huawei*, *SenseTime*, *Megvii (Face++)*, *iFlytek* et *DJI*, appartenant pour certaines d'entre elles aux « *Seven New Giants* » de l'IA (*Google*, *Facebook*, *Amazon*, *Microsoft*, *Baidu*, *Alibaba* et *Tencent*)⁷². Ces dernières sont bien positionnées pour investir le marché mondial, face à des géants qui, encore une fois, peuvent subir les effets néfastes d'une surévaluation de leurs capitaux. Pour rappel, les acteurs de l'IA américaine restent toujours exposés à des risques financiers et il ne serait d'ailleurs pas exagéré d'évoquer une

potentielle « Bulle de l'IA » (*AI Bubble*) à l'image de la Bulle Internet des années 2000.

La question de savoir si le secteur de l'IA américaine est surévalué est déterminante pour plusieurs acteurs internationaux, d'autant plus que nous avons assisté ces dernières années à la montée rapide des actions technologiques, notamment pour *Nvidia*, cas lors duquel on a assisté à des valorisations boursières excessives, suscitant un sentiment général de méfiance : les valeurs en question sont-elles concrètes ou s'agit-il simplement de nouvelles spéculations susceptibles d'engendrer de nouvelles « bulles » ? Cette question est d'une très grande actualité, même si plusieurs investissements dans le domaine de l'IA sont dûment justifiés et ont bel et bien un impact réel.

Outre le scénario d'un déclassement technologique des États-Unis face à leurs concurrents directs, notamment la Chine, l'Amérique est également confrontée aux limites de ses champions nationaux, qui rencontrent des difficultés en matière de pénétration de certains marchés émergents, à commencer par celui chinois, avec pour enjeu l'accès à des centaines de millions d'utilisateurs. Ce cas s'est à maintes reprises présenté avec *Apple*, dont l'accès au marché chinois est souvent compromis, en raison de la guerre commerciale opposant les deux puissances mondiales du numérique.

En effet, les tensions entre la Chine et les États-Unis s'intensifient périodiquement autour des activités de la firme *Apple* en Chine, d'autant plus que le spectre d'une possible enquête des autorités antitrust chinoises se rapproche de jour en jour, concernant des pratiques jugées déloyales par ces autorités. Concrètement, le litige en question concerne les restrictions imposées par cette firme sur les méthodes de paiement tierces dans son *App Store*, jugée arbitraire et pénalisante pour la concurrence, mais aussi une réévaluation des frais au détriment des développeurs locaux. Pour les autorités antitrust chinoises, ces pratiques pourraient pénaliser la concurrence et nuire aux consommateurs locaux. En dépit du rang prestigieux d'*Apple* en Chine, le risque pour cette firme est davantage lié à son image de marque, qu'à un quelconque impact financier. Pour Tim Cook, PDG d'*Apple*, l'impact de cette évolution serait néanmoins mineur, en dépit d'une baisse de 5% de l'action de la firme⁷³.

Pour *Apple*, perdre le marché chinois, son deuxième marché en termes d'importance après celui américain, est un terrible scénario qui pourrait se dessiner dans les prochaines années, dans un contexte géopolitique tendu avec l'Occident, notamment avec les États-Unis. La tendance vers une consommation patriotiquement responsable se renforce chaque jour, soutenue par des autorités

qui encourage les fonctionnaires à consommer localement et à éviter d'utiliser des produits importés, ce qui pourrait à terme réduire la présence des firmes occidentales en Chine, dont *Apple*. L'autre facteur pouvant inciter à davantage de restrictions face à l'accès des géants du numérique américains au marché chinois est le renforcement de la concurrence locale, notamment par *Huawei*, firme qui s'est imposée grâce à des produits technologiquement avancés à même de reprendre des parts de marché aux différents opérateurs étrangers⁷⁴. Ceci pourrait entraîner une baisse significative des revenus d'*Apple* en Chine, un marché stratégique pour sa croissance qui pourrait bientôt être compromis⁷⁵.

Par ailleurs, pour *Google* aussi, la question des tensions commerciales se pose avec gravité et pourrait même compliquer davantage les interactions de cette firme en Chine, une évolution qui survient dans un contexte marqué par des représailles tarifaires réciproques et des enquêtes visant les entreprises des deux bords. Pour leur part, les Chinois ont lancé une enquête antitrust contre *Google*, à laquelle on reproche des pratiques monopolistiques. L'enquête en question viserait à examiner si cette firme abuse de sa position dans le marché, plus particulièrement en matière de services publicitaires, ce qui serait appréhendé comme une situation contraire au principe de libre concurrence et injuste vis-à-vis des acteurs locaux⁷⁶.

3.3. Vers un scénario de découplage entre les États-Unis et la Chine ?

Les récentes tensions géopolitiques et économiques avec la Chine, dont le marché devient de moins en moins accueillant pour les géants américains du numérique, risquent de remettre en question les liens déjà existants entre les deux puissances et conduire, dans le pire des scénarios, à un découplage technologique, puis progressivement, économique. Même si cela est peu probable à court terme, la diversification progressive des chaînes d'approvisionnement des deux côtés est déjà une réalité qui rapproche cet horizon.

En effet, eu égard aux évolutions géoéconomiques et technologiques récentes, le scénario d'un découplage n'est pas tout à fait exclu à long et moyen termes, c'est d'ailleurs un scénario de plus en plus évoqué ces dernières années, même si son issue peut être critique pour les deux parties, étant porteur de profonds déséquilibres géopolitiques mondiaux. En effet, il y a lieu d'envisager les impacts sur les deux puissances, mais aussi d'anticiper les diverses formes d'instabilité qui en découleront sur d'autres espaces de confrontation.

Vues les multiples interactions technologiques entre les principaux acteurs de la sphère technologique américaine et chinoise, les contrecoups d'une telle évolution seraient très dommageables, d'autant plus que les géants américains du

numérique demeurent largement dépendants des chaînes d'approvisionnement chinoises pour leurs productions. Une relocalisation intégrale de leurs activités vers les États-Unis serait certes un choix patriotique, mais excessivement couteux et risqué. D'ailleurs, il en est de même pour les relocalisations de leurs activités vers d'autres pays tiers, même asiatiques, qui serait également une démarche très couteuse, pouvant aussi prendre des années pour être menée à terme. Face à certaines difficultés rencontrées en Chine, *Apple* a misé sur cette dernière option, en déplaçant une partie de sa production vers l'Inde (près de 5% de sa production en 2023), mais le coût de cette aventure reste incertain.

Pour les acteurs américains du numérique, l'autre élément défavorable à cette évolution est le scénario d'une perte du marché chinois, à l'issue d'une relocalisation massive et brutale en dehors de la Chine, risque qu'aucun acteur d'ampleur globalisée ne saurait prendre. D'ailleurs, il n'est un secret pour personne que la présence dans ce marché est essentielle pour la croissance de tous acteurs ayant une ambition planétaire et que le niveau d'innovation technologique atteint en Chine fait d'elle l'un des meilleurs écosystèmes pour les productions technologiquement développées (notamment pour l'IA et les batteries de voitures électriques).

Même côté chinois, le scénario d'un découplage n'est guère souhaité, ni celui d'une guerre économique avec les États-Unis. Les dirigeants chinois sont d'ailleurs moins préoccupés par une éventuelle guerre avec les États-Unis, que par les dynamiques de sanctions économiques portées par les lois extraterritoriales américaines, notamment l'*Entity List*, qui limite de manière drastique les transferts technologiques. En effet, le gouvernement américain a récemment renforcé les règles régissant la production de plusieurs biens critiques, dont les semi-conducteurs, ces derniers étant très souvent à usage dual⁷⁷.

Pour ces raisons, le scénario d'un découplage complet et brutal serait pour le moins exclu, car, dans le pire des scénarios, il serait plus approprié d'évoquer un ralentissement partiel dans certains créneaux, en raison des lois extraterritoriales, mais aussi d'une éventuelle guerre tarifaire qui serait elle aussi contreproductive. Face à cela, deux contraintes se présentent. D'une part, et au-delà de la sécurité nationale des États-Unis, c'est la défense des intérêts économiques des firmes américaines en Chine qui s'impose (environnement idéal pour leur développement et expansion). D'autre part, il y a lieu de répondre favorablement aux pressions et sollicitations de l'administration américaine qui mise sur les relocalisations, dans le cadre d'une stratégie techno-industrielle nationale visant à consolider les atouts

technologiques et économiques du pays, tout en répondant aux défis internes de la désindustrialisation.

Cet horizon reste cependant difficile à atteindre, en dépit des différents efforts consentis pour la relocalisation aux États-Unis, pays où les inégalités régionales constituent elles aussi un autre écueil face à la généralisation des bénéfices de l'innovation technologique. Pour l'heure, ces derniers sont focalisés dans des régions bien connues (Seattle, Boston et Silicon Valley), laissant de nombreuses zones périphériques à l'abandon, où la relance industrielle reste un rêve lointain. Cependant, en dehors des limites inhérentes aux déséquilibres régionaux aux États-Unis, d'autres facteurs viennent aussi compliquer la donne, à commencer par les problèmes de mise en œuvre des projets industriels et de leur financement par le gouvernement, dynamiques qui peut s'étaler sur plusieurs années, loin de tout court-termisme, mais aussi la rude concurrence internationale en matière d'attractivité des technologies de pointe (5G, IA, semi-conducteurs), domaine où pour le moment c'est l'Asie qui semble être privilégiée.

In fine, ceux qui seront le plus pénalisés par un éventuel découplage sont probablement les oligarques du numérique, ceux ayant capitalisé sur le « virage numérique » aux États-Unis et qui ont délocalisé leurs activités suivant une logique purement capitaliste, loin de toutes considérations techno-nationalistes. Ces derniers, qui représentent l'élite mondialisée aux États-Unis, entretiennent des relations économiques étroites et d'une très grande complexité avec la Chine, une relation profitable à ces parties, loin de toutes considérations géoéconomiques ou éthiques. Seule la logique économique prime dans cette relation.

Certains acteurs économiques américains ont ainsi, plus que d'autres, intérêt à pérenniser le couplage économique sino-américain, étant les principaux bénéficiaires des relations avec ce géant asiatique. Pour ces derniers, l'accès au marché chinois représente l'opportunité d'atteindre près de 1,4 Md\$ de consommateurs, donc une part importante de revenus (la Chine représentait près de 18% des revenus d'*Apple* en 2024)⁷⁸. La centralité de la Chine est également très significative pour les chaînes d'approvisionnement en produits électroniques et de haute technologie, comme l'atteste d'ailleurs la position dominante de *Foxconn*, dont les clients ne sont autres qu'*Apple* et *Microsoft*. Les coûts de production y sont bas, à commencer par la disponibilité d'une main d'œuvre qualifiée, et l'infrastructure industrielle permet de maximiser les profits de tous les opérateurs, tout en bénéficiant des routes commerciales planétaires de la *Belt & Road Initiative*.

Ces dernières années on a d'ailleurs assisté au développement d'un dense réseau de partenariats spécialisés dans les investissements technologiques, liant d'importants groupes américains à des acteurs chinois, à l'image de *Google*, intéressé par plusieurs startups chinoises (cas de *JD.com* et *Tencent*), dans lesquelles d'importants investissements ont été réalisés. L'autre signe de cette interdépendance c'est la multiplication des productions scientifiques communes, domaine où l'on observe une hausse significative du nombre de brevets conjoints, idem pour les articles co-écrits par des chercheurs des deux bords⁷⁹.

Ainsi, l'implémentation d'une stratégie de réindustrialisation du pays, pour mettre fin à des décennies de désindustrialisation et de délocalisations, en s'appuyant sur un sursaut techno-nationaliste aux États-Unis, semble être une entreprise risquée si elle implique un découplage avec la Chine. Cependant, le scénario d'un lent glissement vers une guerre économique encore plus rude avec la Chine n'est pas exclu, d'autant plus que les choix stratégiques de l'actuelle administration semblent s'orienter vers une sorte d'isolationnisme pré-wilsonien, dont les contours sont pour le moment imprécis. Les éléments en présence tendent ainsi à esquisser l'image d'une Amérique revancharde, déterminée à renouer avec son statut d'hyperpuissance et nourrissant même des ambitions impériales bien assumées. Or, la Chine détient elle aussi ses outils de pression, dont « l'arme alimentaire »⁸⁰, car elle peut bien prendre le choix de se détourner des approvisionnements américains, en se réorientant notamment vers l'alternative russe. Beaucoup d'éléments plaident en faveur d'une telle évolution, d'autant plus que la Chine, plus gros consommateur mondial de blé, et la Russie, plus grande exportatrice de blé, sont visiblement des voisins qui ont fait le choix d'un partenariat stratégique très avancé, et cette dynamique pourrait s'accroître davantage au détriment des États-Unis, si le climat de guerre économique persiste.

4. Au-delà du virage numérique : quelles options pour les États-Unis ?

La stratégie de l'actuelle administration tend à redonner aux États-Unis son leadership dans plusieurs domaines clés et de relancer l'industrie. Cependant, le pays fait face à des défis majeurs, certains liés à la dépendance vis-à-vis de la Chine et d'autres à la concurrence internationale particulièrement rude, notamment en matière de commerce. Or, pour être pleinement efficace face à cette configuration internationale inédite, l'Amérique doit d'abord répondre à des défis internes, à commencer par les inégalités régionales, les besoins en investissements durables, mais aussi une vision économique claire au sommet de l'État, répondant aux intérêts des différents groupes représentés au pouvoir, mais aussi à ceux des Américains.

4.1. Séquelles du « grand remplacement » industriel

Globalement, l'économie américaine évoluera en dents de scie ces cinquante dernières années, face à des *outsiders* essentiellement asiatiques. Son histoire fut ainsi cadencée par des moments de puissance, sanctionnés par des périodes de vulnérabilités accrues, elles-mêmes débouchant sur des sursauts qui attestent d'une remarquable capacité de résilience.

Cependant, il y a lieu de retenir l'avènement d'une phase de domination s'étalant de 1990 au début des années 2000, lors de laquelle les États-Unis vont être au sommet de leur puissance, essentiellement grâce aux vagues de reconversion libérales à travers le monde, dont le pays sera à la fois l'instigateur et le principal bénéficiaire. De fait, la mondialisation occasionnera une expansion planétaire des marchés et une dérégulation des économies, de nature à encourager le *leadership* financier et politique des États-Unis⁸¹, notamment à travers une position dominante dans le commerce mondial, rendue possible grâce à une forte influence au sein des institutions internationales mondialisées (FMI, la Banque mondiale et OMC) et des politiques commerciales encourageant le libre-échange (accords de type ALENA).

Ce système encouragera le maintien du dollar comme monnaie de réserve de plusieurs pays, en dépit d'une réelle crise qui va entamer la confiance envers cette devise⁸², notamment auprès des pays émergents qui ont d'ores-et-déjà exprimé une ferme volonté de diversification de leurs réserves de change. Ceci dit, le dollar restera la principale monnaie de réserve mondiale, ce qui va maintenir la position des Américains sur l'échiquier financier international.

Parmi les moments ayant également mis en exergue les fragilités économiques des États-Unis figurent aussi les effets des attaques du 11 septembre 2001, ces événements ayant engendré un coût sécuritaire exorbitant et conduit, parallèlement, à une courte récession. En 2001, les Américains avaient consacré près de 3% du PIB à la défense, mais c'est un taux qui va progressivement grimper pour atteindre 4,8% en 2010, constituant un précédent historique et un fardeau supplémentaire⁸³. L'autre épisode marquant est la crise financière de 2008 (crise des *Subprimes*), événement aux répercussions mondiales qui a bien mis en évidence les contradictions du système financier américain, notamment les spéculations excessives entourant divers secteurs, dont celui de l'immobilier. Cette crise intimement liée au virage postindustriel pris par l'Amérique occasionnera une grave récession, une contraction du PIB de près de 8,5%⁸⁴, un chômage qui atteindra 9,6% en 2010 et une hausse significative de la dette publique (de 86,4 à 125,8 % du PIB entre 2007 et 2010)⁸⁵.

Il en résultera une société fragilisée et un élargissement de l'écart entre riches et pauvres, une paupérisation causée notamment par la dérégulation du marché du travail et la concentration progressive de la richesse nationale aux mains d'une minorité. Il en résultera aussi une Amérique fracturée, dont la géographie économique est remodelée par la désindustrialisation, phénomène qui va créer des « villes innovantes » où l'on observe une concentration de la richesse et laisser derrière plusieurs régions en déclin, particulièrement là où l'industrie manufacturière fut traditionnellement présente⁸⁶.

À ce propos, il y a lieu de rappeler la réflexion critique de Noam Chomsky à l'égard de la société postindustrielle, à laquelle il reproche une concentration du pouvoir économique et politique, des inégalités croissantes, mais aussi une fragilisation de la démocratie⁸⁷. Cette érosion des droits démocratiques s'explique par l'utilisation des nouvelles technologies (notamment celles de l'information et de la communication) dans le contrôle des masses, question qui, selon l'auteur, exige une réelle prise de conscience sociétale. Chomsky est loin d'être l'unique auteur à avoir prédit une telle involution dystopique, Ulrich Beck évoque lui aussi une société postindustrielle dont les structures sociales et politiques sont fragilisées et où une nette fracture existe entre rationalité scientifique et rationalité sociale. C'est aussi une société où les risques sont souvent imperceptibles, globaux et imprévisibles, appelant à une « modernité réflexive »⁸⁸.

L'expansion planétaire et l'ascension des acteurs économiques américains pourront cependant soutenir la stabilité économique du pays par divers moyens, tout en contribuant à atténuer les effets des crises systémiques qu'il traverse et qui tendent à constituer sa principale source de fragilité. Cependant, ce ne sera guère suffisant pour s'imposer devant la Chine, géant commercial dont l'ascension sera fulgurante.

Sur le plan commercial, en 2010, alors que le statut d'hyperpuissance ne fut pas encore contesté aux Américains, la Chine dominait déjà le marché mondial d'exportation de marchandises avec 1.580 Md\$ (10% des exportations mondiales). Les États-Unis venaient en second rang avec 1.280 Md\$ (8% du total mondial), mais leur performance est loin de refléter le statut d'une puissance économique majeure, puisque l'Allemagne avait réalisé 1.270 Md\$ (8%), le Japon 770 Md\$ (5%) et les Pays-Bas 572 Md\$ (3,8%). Autrement dit, des pays moins dotés que les États-Unis ont pu s'assurer des parts importantes des exportations mondiales, ce qui pourrait peut-être indiquer que la désindustrialisation avait fait son effet dans le sillage du choix porté sur l'économie de services. Sur le plan des exportations de services commerciaux les États-Unis ont en effet maintenu leur

ascendant, avec 515 Md\$ en 2010 (14% du total mondial). Figurent ensuite l'Allemagne avec 230 Md\$ (6%), le Royaume-Uni avec 227 Md\$ (6%), la Chine avec 170 Md\$ (5%) et la France avec 140 Md\$ (4%). En revanche, ces performances contrastent avec un déficit commercial qui ne cesse de se creuser, passant de 32 Md\$ en février 2009 à 62 Md\$ au deuxième semestre de 2010⁸⁹.

Du début du « moment américain » vers 1990, à 2010, phase marquant le début du basculement vers l'ère post-unipolaire, la puissance économique des États-Unis a montré plusieurs signes de faiblesse, inhérents notamment aux limites du système financier, aux inégalités croissantes et aux défis posés par une dette publique incontrôlée. Cependant, cette puissance a aussi fait preuve d'une très grande capacité de résilience face aux chocs, notamment ceux induits par le 11 septembre et la crise de 2008. L'histoire récente de l'économie américaine fut également marquée par des phases de forte croissance et d'innovation technologique qui assureront au pays une position privilégiée dans la mondialisation, en termes de poids économique, mais aussi de *soft-power*.

On retiendra donc que l'hyperpuissance a su maintenir une forte capacité d'adaptation face à un basculement économique vers l'Est, une influence pérenne au sein des principaux forums et organisations économiques et une attractivité toujours vivace des compétences. Cela dit, c'est une hyperpuissance qui donne l'impression de vivre exclusivement sur la rente de *Bretton Woods* et qui peine toujours à se renouveler, ou à contenir la déferlante des émergents, acteurs de plus en plus décidés à s'imposer dans un échiquier économique en pleine mutation.

Le statut d'hyperpuissance dont jouissaient les États-Unis fut donc menacé par la montée en puissance des économies émergentes, ces nouveaux *outsiders* qui ont ouvertement questionné la domination économique américaine (mais aussi occidentale). Parmi ces derniers figurent des adversaires avérés, mais aussi des pays réputés pour être des alliés stratégiques pour l'Amérique : Russie, Chine, Inde, Brésil et UE.

Pour les États-Unis, la Chine demeure le rival économique majeur, un concurrent assez sérieux pour remettre en question la domination américaine dans plusieurs domaines. Si la Chine avait avancés prudemment dans la voie du libéralisme économique (ouverture au marché amorcée dès 1978)⁹⁰, en donnant plusieurs signes d'apaisement à l'Occident, une fois son intégration acquise à l'économie mondialisée à travers l'OMC en 2001, elle va jouer un rôle central dans la dynamique de contestation de l'hégémonie américaine, notamment sur le front économique. La croissance annuelle moyenne qu'elle va s'assurer entre 1990 et 2010 est de 9,5%, une performance qui va la hisser au rang de deuxième

grande économie mondiale en termes de PIB nominal (fin 2010)⁹¹. Cette « usine du monde » augmentera rapidement sa part dans la chaîne de valeur mondiale, au détriment de l'industrie américaine et accumulera des réserves de devises ce qui lui assurera un levier d'influence sur les finances mondiales, sans oublier sa participation dans l'ambitieux projet de banque des BRICS (*Shanghai Bank*)⁹², dont les visées géopolitiques sont évidentes : constituer le noyau d'un système économique alternatif. À l'évidence, ces éléments héritent Washington et menacent ses acquis.

Pour la Chine, cette quête d'un positionnement plus avantageux dans les différents échelons de la gouvernance mondiale est aujourd'hui une évidence. En effet, la *Belt & Road Initiative* n'est en fait qu'une manifestation offensive parmi tant d'autres, attestant d'une volonté d'émancipation économique, qui passe par une redéfinition des relations économiques avec l'Occident, en vue d'un système moins censitaire. Ainsi, même si la Chine reste parfaitement intégrée dans le jeu économique mondialisé et profondément dépendante des marchés occidentaux⁹³, elle demeure très critique à l'égard de l'offre de coopération mise sur la table. C'est dire que l'on est loin de l'euphorie suscitée en 2001, lors de l'adhésion du pays à l'OMC.

À l'image de la Chine, mais dans une moindre mesure, l'Inde concurrence également les États-Unis dans l'économie mondialisée, en prenant part à l'externalisation des services, plus particulièrement dans les secteurs de la technologie et des finances. L'externalisation d'activités des États-Unis vers l'Inde se fait de manière massive, ce qui pénalise l'économie américaine et contribue à accroître le secteur des services indien.

Outre ces deux colosses économiques et démographiques, les États-Unis ont également des différends assez complexes avec le Brésil (subventions agricoles, barrières tarifaires et non tarifaires et propriété intellectuelle), avec la Russie (sanctions économiques, guerre du gaz, transparence des marchés et cybersécurité) et avec l'UE (tarifs douaniers, subventions irrégulières, différences dans les réglementations sur la protection des données, différends sur les activités des GAFAM, divergences sur les normes de sécurité alimentaire et clivages en matière de politique climatique).

Force est d'admettre que les acteurs émergents ont en commun une rhétorique contestataire vis-à-vis du système financier tel que façonné par les institutions de *Bretton Woods*, ce qui relève *in fine* d'une dynamique plus générale de redéfinition de l'ordre économique mondial. Ceci passe par la création de cadres de coopération et d'institutions alternatives, en réponse aux tentatives

infructueuses de s'assurer une représentativité avantageuse au sein du FMI, de la Banque mondiale et dans les autres instances de la gouvernance mondialisée. La motivation est ainsi loin d'être un rejet de l'Occident (dans sa conception civilisationnelle), mais plutôt des attentes de réformes non-satisfaites.

Interviewé sur cette question, Gérard Araud, ancien diplomate français, expliquera que l'hégémonie occidentale est bien réelle au FMI et dans la Banque Mondiale, et que ceci est également valable pour le système onusien puisque le secrétaire général de l'ONU est portugais, le chargé des affaires politiques est américain, le chargé des OMP est français et le chargé des opérations humanitaires est britannique⁹⁴. La frustration des émergents et des représentants du « Grand Sud » serait ainsi légitimée, ce qui laisse présager davantage de mobilisation sur cette question.

Les forces réfractaires à l'ordre mondial issu de *Bretton Woods* agiront de manière individuelle, mais aussi dans le cadre de coopérations multilatérales touchant divers domaines. Le forum des BRICS s'avère être l'un des cadres privilégiés de cette dynamique de coopération, dont l'ambition affichée est de plaider pour un monde plus juste, mais dont les projets structurants peinent toujours à donner des résultats probants pour diverses raisons. La plus importante d'entre-elle est incontestablement la multiplication des accords commerciaux et blocs économiques concurrents quiaturent l'espace économique mondial, notamment en Asie. Cependant, force est d'admettre qu'à chaque fois qu'un lien régional se crée et qu'une démarche se concrétise, c'est l'hyperpuissance américaine qui se fragilise, face aux *outsiders* qui tentent inlassablement de redéfinir les contours et les règles de jeu de la mondialisation, même si pour certains la régionalisation ne serait que l'antichambre de cette dernière.

Certes, la démondialisation n'est pas encore à l'ordre du jour, en dépit des excès et injustices engendrés. Au mieux, nous assistons à une brève réduction des échanges internationaux, accompagnée de régimes protectionnistes nationaux renforcés. Cependant, loin d'être uniquement un ensemble de flux relativement mesurables (à l'image de la part des exportations dans le PIB mondial), la démondialisation renvoie aussi à un discours normatif⁹⁵, car ce qui est qualifié ainsi n'est en fait que le rejet des dérives libérales, notamment les délocalisations abusives, la financiarisation et la détérioration continue des termes de l'échange, éléments qui ont contribué à créer un ordre économique mondial très instable qui, faut-il le rappeler, avait ébranlé l'hyperpuissance elle-même. En effet, depuis 2008, l'économie américaine a montré ses limites, en dépit de ses différents atouts : énergétiques, technologiques et humains.

Ceci dit, aujourd'hui, au lieu de renouer avec la « pacification par le commerce » chère aux Libéraux, les États-Unis semblent davantage séduits par les mesures du type *Buy American Provision*, instaurée par le président Obama en 2009⁹⁶, loi excluant les fournisseurs étrangers des financements dédiés au plan de relance économique. L'administration Trump ne fait donc que renouer avec une pratique bien ancienne, s'inscrivant dans la tradition des lois dites de la « *Buy American* ». La Chine et l'Inde feront de même avec le « *Made in China 2025* » et le « *Make in India* », ce qui nous rapprochera inéluctablement du « *Great Retrenchment* », cette évolution géoéconomique synonyme de démondialisation.

4.2. Vers une nouvelle dynamique techno-oligarchique aux États-Unis

Afin de relever le défi d'une économie forte et réindustrialisée aux États-Unis, l'administration Trump dispose bien d'éléments favorables, de marges de manœuvre susceptibles de remettre l'économie américaine de nouveau sur la voie d'une croissance durable. Cependant, les risques systémiques à l'origine des crises à répétition des dernières années planent toujours sur l'économie américaine et laissent présager d'éventuels épisodes d'instabilité. Plus explicitement, cette administration a pour défi majeur de concilier, d'une part, l'ambition légitime d'une réindustrialisation qui serait salubre pour un pays dans un contexte de déclin, et d'autre part, les intérêts financiers d'une élite issue de la sphère de la *high-tech* et qui contribua en grande partie à porter l'actuel président au pouvoir.

Bien avant l'avènement de l'actuelle administration, les États-Unis se sont engagés dans la voie d'une relocalisation industrielle, touchant principalement des chaînes d'approvisionnement de productions stratégiques, dans une conjoncture d'interdépendance avec des partenaires étrangers (certains diront de dépendance), avec pour priorité d'encourager la relocalisation de certaines filières critiques comme celles des semi-conducteurs et des batteries pour véhicules électriques. Pour amorcer cette dynamique, un accompagnement financier est proposé aux entreprises (incitations fiscales et subventions), rendu possible grâce à un cadre juridique favorable, symbolisé par l'*Advanced Manufacturing Tax Credit* (2022), le *CHIPS and Science Act* (2022) et l'*Inflation Reduction Act* (2022)⁹⁷, textes visant à encourager les relocalisations de la production de biens critiques.

L'activisme des dernières années a pu inciter des géants nationaux à réinvestir aux États-Unis, à l'image d'*Intel* qui annonça en janvier 2022 un investissement de 20 Md\$ pour la construction de deux usines de semi-conducteurs en Ohio, pouvant engendrer 3.000 emplois qualifiés et 7.000 emplois en marge dudit projet⁹⁸. À terme, l'ambition est de créer un hub technologique majeur dans cette région, qui devrait générer des milliers d'emplois et fournir à

l'industrie américaine des produits à la pointe de la technologie, répondant aux besoins croissants du pays, notamment en matière de semi-conducteurs.

Loin d'avoir un effet strictement national, la politique d'incitation fiscale et de subventions vise aussi des opérateurs étrangers, à l'image de TSMC (*Taiwan Semiconductor Manufacturing Company*), géant mondial des semi-conducteurs qui investit considérablement aux États-Unis. En mai 2020, cette firme avait annoncé son intention de bâtir une usine de semi-conducteurs à Phoenix (Arizona), avec un fond initial de 12 Md\$, et ce, pour produire des puces très performantes (5 nanomètres). Aussi, en décembre 2022, TSMC annonça sa volonté de construire un second site à Phoenix, avec un fond initial de 40 Md\$, pour produire des puces encore plus performantes (3 nanomètres), renforçant ainsi les capacités des États-Unis en la matière. Aujourd'hui, cette dynamique a débouché sur des investissements à hauteur de 65 Md\$ dans les deux usines, mais le géant taïwanais a annoncé un investissement supplémentaire de 100 Md\$, pour la construction de deux nouveaux sites spécialisés dans le conditionnement des semi-conducteurs et un centre pour la R&D⁹⁹.

Ce type de projets qui visent à renforcer la chaîne d'approvisionnement des États-Unis en semi-conducteurs et à réduire leur dépendance vis-à-vis de l'Asie, créent des emplois et contribuent à réduire les effets de la désindustrialisation dont souffre le pays. Cependant, pour renforcer les investissements aux États-Unis, il a été nécessaire d'aller au-delà des incitations financières et fiscales et de miser aussi sur l'aménagement des territoires, les infrastructures dans certaines régions étant vieillissantes et ayant besoin d'investissements pour leur modernisation. À cet effet, fut adoptée la *Bipartisan Infrastructure Law* (2021), texte prévoyant 1.200 Md\$¹⁰⁰ pour la modernisation des infrastructures, afin de permettre aux différents territoires de gagner en attractivité.

L'actuelle administration compte ainsi capitaliser sur cette dynamique de relocalisation pour impulser davantage de projets, avec des effets d'annonce très spectaculaires et dans un style bien propre au président Trump. En matière de négociation avec les grandes firmes industrielles, ce style présidentiel se caractérise par plusieurs éléments clés, dont l'approche transactionnelle directe surmédiatisée. À ce propos, le style de négociation de ce président donne l'impression qu'il s'implique directement par le biais de tactiques de pression, voire d'intimidations, en misant sur des menaces de sanctions tarifaires, ou *a contrario* des incitations fiscales, pour amener ses interlocuteurs à accepter les termes proposés. Quant à l'invocation des médias, Trump utilise souvent la

plateforme X pour exercer des pressions, n'hésitant pas à critiquer publiquement les interlocuteurs qui résistent à ses attentes, en vue de les faire capituler.

Trump, qui s'implique personnellement dans les négociations, fait preuve de flexibilité, d'imprévisibilité, mais aussi d'une très grande agressivité, introduisant fréquemment de nouvelles demandes pour intimider et déstabiliser ses interlocuteurs et les faire fléchir, ce qui rappelle bien la théorie de l'homme fou (*mad man theory*), appliquée par Nixon et Kissinger durant les années 1970. En apparence immoral, son style est pourtant justifié eu égard aux objectifs protectionnistes qu'il met en avant. Son objectif final est la création d'emplois aux États-Unis, un des arguments qu'il utilise souvent pour justifier ses excès en matière de négociations.

Aussi, au niveau interétatique, il a une répugnance clairement affichée à l'égard du multilatéralisme et un penchant assumé pour les négociations bilatérales, situation où il peut exercer davantage de pressions sur ses interlocuteurs. Donc, dans l'ensemble, ces caractéristiques combinées donnent un style pragmatique mais très peu conventionnel, voire disruptif, pouvant faire la différence dans ce contexte particulier, marqué par un déclin des États-Unis sur la scène internationale (notamment en termes d'image), et un sentiment de quasi invincibilité pour les géants du numérique qui, au bout de vingt ans d'ascension sont devenus de vraies forces politiques et sociales, pouvant mobiliser ou démobiliser autour de plusieurs question.

Mettant au défi ceux qui ont contesté ses méthodes agressives, le président américain va démontrer la pertinence de ces dernières lors d'un discours dédié à un bilan d'étape (7 mars 2025)¹⁰¹, consacré notamment à la création d'emploi dans le secteur industriel, postes que Trump qualifie d'emplois d'usine. Dans ce domaine prioritaire pour la nouvelle administration, 9.000 emplois auraient été créés pour ce qui est du domaine automobile et de la fabrication de pièces de rechange en un seul mois (sur 10.000 emplois industriels au total du mois en cours), champ d'activité qui a connu la perte de 27.000 emplois durant la dernière année du mandat Biden.

À ce propos, le président Trump annonce qu'il serait bien en avance sur le calendrier retenu lors de sa campagne électorale concernant le « redressement industriel », chantier qui commencerait à prendre de l'ampleur. Selon Trump, ce serait :

« Encore très tôt, mais c'est assez significatif. Les chiffres sont bien meilleurs que ce que les médias avaient projeté, et c'est un peu surprenant à quel point c'est fort et rapide, car de nombreuses

entreprises s'installent dans notre pays. Depuis le début de l'ALENA, 90.000 usines ont fermé dans ce pays. Pensez-y ! 90.000 usines, dont beaucoup étaient des usines de fabrication automobile. C'est une statistique terrible, et nous sommes en train d'inverser la tendance. Vous allez le voir très bientôt. De nombreuses usines sont en construction ou sur le point d'être construites, et beaucoup de celles qui étaient en construction dans d'autres pays viennent ici maintenant à cause des tarifs douaniers. C'est une grande affaire ».

Trump ajoutera qu'au cours de la dernière année de la précédente administration, il y aurait eu une perte de plus de 110.000 emplois industriels bien rémunérés (*good jobs*), avec une moyenne de près de 9.000 emplois perdus par mois. Aussi, le peu d'emplois créés le sera dans des emplois gouvernementaux et non dans le secteur privé (productif), alors que l'objectif final est de réduire le gouvernement et de développer le secteur privé, ce qui est en phase d'être réalisé, car au premier mois de la présidence de Trump, 93% de tous les emplois réalisés étaient dans le secteur productif.

Mettant en relation la question de l'emploi et celle migratoire lors de ce discours, Trump expliquera que pour la première fois en 15 mois, les Américains de naissance auraient dépassé ceux immigrés, ou nés à l'étranger, en matière de gains d'emplois, ce qui renvoi à l'évidence à l'une des principales thématiques de sa campagne.

L'universitaire et conseiller économique du président Donald Trump Kevin Hassett, interviendra brièvement lors de cette allocution pour mettre l'accent sur les différentes mesures dédiées à assurer la réciprocité commerciale entre les États-Unis et leurs partenaires, devant contribuer à alléger les charges des opérateurs nationaux et à encourager davantage de relocalisations. Pour Trump, cette réciprocité est une nécessité nationale, une mesure qui doit s'inscrire sous le signe de l'urgence :

« Il est très difficile de négocier avec les représentants canadiens. Ils ont un tarif de 250% sur les produits laitiers. Ils ont également un tarif énorme sur le bois, ce qui rend impossible pour nous de vendre du bois ou des produits laitiers au Canada. [...] Le Canada nous arnaque depuis des années sur les tarifs du bois et des produits laitiers. Nous allons appliquer les mêmes tarifs à moins qu'ils ne les suppriment, et c'est ce que signifie la réciprocité. Nous pourrions le faire dès aujourd'hui ou attendre lundi ou mardi, mais c'est ce que nous allons faire. Ce n'est pas juste, et ils ont mal traité nos

agriculteurs. Notre pays a été arnaqué par presque tous les pays, et cela s'arrête maintenant ».

Pour le moment, en matière de relocalisations, l'actuelle administration aurait déjà obtenu 1.700 Md\$ d'engagements pour l'installation de nouvelles usines, une manière d'annoncer un « âge d'or » à venir pour l'économie américaine, ajoute le chef de l'exécutif, alors que le pays est littéralement « assailli » par plusieurs de ses partenaires : l'Inde, la Chine et plusieurs pays de l'UE.

Une brève analyse des propos du président américain et de ses interactions verbales avec ses différents collaborateurs, ainsi que les propos accusateurs proférés à l'égard de ses partenaires étrangers, indique qu'il se positionne en protecteur, voire en redresseur d'une situation profondément injuste. Les termes invoqués pour construire ce récit varient donc entre plusieurs extrêmes (passivité démocrate vs proactivité républicaine, arnaqueurs vs victime, injustice vs redressement, délocalisation vs relocalisation, etc.), pour envoyer divers messages à plusieurs publics, notamment les Américains de naissance qu'il tente de rassurer, les partenaires commerciaux qu'il tente d'intimider, mais aussi les industriels qu'il tente de rallier à sa stratégie, qui devient une « cause ». Ainsi, Trump agit habilement sur les perceptions des uns et des autres, en adaptant ses discours et en choisissant soigneusement ses vecteurs, pour une efficacité médiatique poussée à son paroxysme.

Le premier cas significatif de mise à l'épreuve de ce style de diplomatie publique fut le bras de fer médiatique avec Tim Cook, PDG d'*Apple*, firme qui avait pourtant annoncé sa volonté d'investir 500 Md\$ aux États-Unis, dans le cadre de l'effort de réindustrialisation annoncé par l'actuelle administration. Cependant, ce qui devait déboucher sur un bon « *deal* » et un élan d'optimisme va, paradoxalement, virer en une crise entre *Apple* et l'administration Trump. Ainsi, si le premier mandat de Trump fut marqué par un mélange de coopération pragmatique et de tensions avec *Apple*, ce second ne l'est pas moins.

En effet, la relation entre Trump et Cook fut très souvent conflictuelle durant le mandat 2017-2021, et ce, dès les premiers mois de la gouvernance de Trump qui avait critiqué l'externalisation par *Apple* d'une très grande partie de sa production vers la Chine. Tim Cook s'est alors assuré d'un compromis, suite à plusieurs rencontres, formelles et informelles, tenues avec Trump, où l'accent fut mis sur la question des tarifs douaniers et le rapatriement des bénéfices de la firme de l'étranger. Ceci dit, d'autres divergences profondes ont aussi marqué cette

interaction, Tim Cook ayant également exprimé de profondes divergences politiques et idéologiques avec Trump à l'égard de plusieurs questions sociétales, notamment la question migratoire et celle des genres, sans oublier la question du chiffrement des données privées, principe cher à *Apple* et que Trump voulait réaménager, arguant que ceci compromettrait la sécurité nationale des États-Unis.

Actuellement, la relation entre Trump et le PDG d'*Apple* reste marquée par une dynamique plus conflictuelle que collaborative. La priorité économique de cette administration étant le rapatriement des emplois industriels aux États-Unis et la distanciation de la Chine dans plusieurs créneaux auparavant dominés par les États-Unis. Se pose aussi la question de la réduction de la dépendance à l'égard de la Chine, puisque cette firme continue de tourner son regard vers l'Est, tournant le dos à son passé californien, ce qui crée des tensions avec l'administration Trump dont la principale hantise est de voir que la chaîne d'approvisionnement de cette firme demeure largement basée en Chine et que c'est d'autres pays asiatiques qui tirent profit des efforts d'*Apple* en matière de diversification de sa production à l'extérieur de la Chine.

La question de la désindustrialisation est ainsi une question internationale, mais elle est avant tout une question de bras de fer entre l'administration et les oligarques du numérique, lutte interne qui fait des États-Unis un vrai champ d'interactions stratégiques, autour d'un enjeu capital qui n'est autre que l'accaparement de la rente technologique des années postindustrielles.

Cette lutte entre l'administration et les oligarques du numérique est rendue encore plus difficile avec l'intégration de plusieurs personnalités issues de ce microcosme dans l'actuelle équipe gouvernementale, notamment au sein du Département de l'Efficacité Gouvernementale « DOGE », dont la mission n'est autre que de réduire considérablement la taille du gouvernement fédéral, en d'autres termes, atteindre l'idéal d'un État minimaliste, réduit à sa plus simple expression, grâce à des coupes budgétaires dans les entités dont le fonctionnement ne serait pas assez rationalisé. À la tête de ce département Trump a nommé la plus grande fortune des États-Unis, Elon Musk, qui va diriger cette entité pour rendre « plus démocratique » le fonctionnement de l'État qui, par ailleurs, fait peser d'importants coûts (directs et indirects) sur les contribuables. D'ailleurs, ceci mettra en opposition Musk et Marco Rubio, les deux principales figures de l'actuelle administration, au sujet « d'efforts insuffisants »¹⁰² en matière de rationalisation du fonctionnement du Département d'État.

Les divergences internes induites par les différents backgrounds de ces personnages ne sont donc pas minimes, mais d'autres risquent guetter aussi cette

administration à commencer par l'hypothèse d'une concentration des pouvoirs entre les mains d'hommes politiques messianiques/néoconservateurs et les patrons de la Silicon Valley qui incarnent l'ascension fulgurante d'une oligarchie technologique elle aussi idéologiquement engagée (césarisme, technologisme, eugénisme et transhumanisme). Là aussi le risque d'un conflit d'intérêts est patent, puisque les intérêts financiers de cette dernière pourraient finalement contrarier ceux de l'État américain, dont le cheval de bataille est une politique de réindustrialisation et de relocalisation sans la moindre concession. Pour Franklin Foer, journaliste incarnant les idées de l'élite libérale :

« Ce qu'ils veulent c'est mettre à profit leurs relations avec l'État pour, à terme, le supplanter. Ils veulent prendre la main sur les programmes et les systèmes qui étaient jusqu'à présent le pré carré de l'État. Leur alliance avec Trump est, en réalité, un coup de force »¹⁰³.

5. Conclusion

Le positionnement des États-Unis au sein de l'actuel ordre économique mondial, face au défi de la désindustrialisation, révèle que cette nation est loin d'être prisonnière des choix économiques -plus-ou-moins assumés- pris par le passé. En effet, elle dispose aujourd'hui des éléments nécessaires pour mener à bien une politique de « redressement » industriel efficace, si l'actuelle administration parvienne à exploiter avec habileté ses atouts et à transcender les contradictions apparentes, inhérentes à la composition de l'actuelle équipe dirigeante. Toutefois, cet exercice d'équilibriste ne relève pas uniquement de dynamiques internes, les interactions avec les partenaires étrangers jouant également un rôle déterminant.

En réalité, l'examen des atouts et des paradoxes de l'administration actuelle laisse entrevoir la possibilité d'un « âge d'or » pour l'économie américaine. Les États-Unis ont, par le passé, démontré une résilience notable et détiennent aujourd'hui l'opportunité de rééquilibrer leurs relations commerciales avec leurs différents partenaires. Cependant, cette évolution s'opérera vraisemblablement en marge des alliances économiques et stratégiques traditionnelles forgées par l'Occident, et loin des principes du multilatéralisme. Une telle orientation risque d'inscrire les relations entre l'Amérique et le reste du monde sous le sceau de la confrontation, une mutation qui pourrait engendrer de nouveaux équilibres politiques, économiques, voire stratégiques à l'échelle globale.

6. Marges

1. Francis Fukuyama, *The End Of History and the Last Man* (New York: The Free Press, 1992).

2. Bush, George H. W. Address before a Joint Session of the Congress on the State of the Union. January 29, 1991. In. *Public Papers of the Presidents of the United States: George H. W. Bush (1991, Book I)*. Washington, D.C.: U.S. Government Publishing Office, 1991, pp.218-222. Consulté le 12 mars 2025. URL: <https://tinyurl.com/mtybsxvr>
3. Ricardo, David. *On the Principles of Political Economy and Taxation*. (Indiana: Library of Economics and Liberty, 1999). Consultée le 8 janvier 25, URL: <https://tinyurl.com/bdzhwzu4>
4. Daniel Yergin, *The Prize: The Epic Quest for Oil, Money, and Power* (New York: Simon & Schuster, 1991), 654.
5. David Harvey, *A Brief History of Neoliberalism* (Oxford: Oxford University Press, 2005), 22.
6. Daniel Bell, *The Coming of Post-Industrial Society: A Venture in Social Forecasting* (New York: Basic Books, 1973). Consulté le 12 janvier 2025. URL : <https://shorturl.at/dSWmZ>
7. Claudia Goldin Lawrence F. Katz, "The Race Between Education and Technology: the Evolution of U.S. Educational Wage Differentials, 1890 To 2005", NBER Working Paper Series, Paper n°12984, March 2007, <https://shorturl.at/rUm0D>
8. Daniel Bell, *The Coming of Post-Industrial Society*.
9. Manuel Castells, *The Rise of the Network Society* (2nd) (Oxford: Blackwell, 2010), 220-223.
10. Ronald Inglehart, *Modernization and Postmodernization: Cultural, Economic, and Political Change in 43 Societies* (Princeton: Princeton University Press, 1997), 48.
11. Alvin Toffler, *The Third Wave* (New York: Bantam Books, 1980), 182-185.
12. Arjun Appadurai, *Modernity at Large: Cultural Dimensions of Globalization* (Minneapolis: University of Minnesota Press, 1996), 66-71.
13. Richard Florida, *The Rise of the Creative Class: And How It's Transforming Work, Leisure, Community and Everyday Life* (New York: Basic Books, 2002), 56-59.
14. Peter Drucker, *Post-Capitalist Society* (New York: Harper Business, 1993), 191-192.
15. Price, Don K., *The Scientific Estate*. Cambridge (MA: Harvard University Press, 1965).
16. Bradley Smith, "The Imaginary Reagan Revolution: On the Conservative Undermining of Radical Left-Wing Discourse", *Transatlantica*, 1/2017, publié le 03 décembre 2018, consulté le 10 Mars 2025. URL: <https://shorturl.at/HHJZz>
17. Martha Derthick and Paul J. Quirk, *The Politics of Deregulation* (Washington, DC: Brookings Institution Press, 1985).
18. David A. Stockman, *The Triumph of Politics: Why the Reagan Revolution Failed* (New York: Harper & Row, 1986).
19. Thomas Piketty, *Capital in the Twenty-First Century* (Harvard University Press, 2014).
20. Jean-Paul Maréchal, « Paul Krugman, Robert Reich et les inégalités aux États-Unis », *L'Économie politique*, n°39, Trimestriel - juillet 2008, 81.
21. David Harvey, *A Brief History of Neoliberalism* (Oxford University Press, 2005), 159.
22. David C. Mowery & Nathan Rosenberg, "The U.S. National Innovation System", *Research Policy* 22, no.2 (1993): 125–144.
23. Harvey Brooks & Edward J. Malecki, "Technology and the American Economy," *Science* 264, no.5160 (1994): 1107–1111.
24. National Science and Technology Council, *Evolving the High Performance Computing and Communications Initiative to Support the Nation's Information Infrastructure* (Washington, DC: Government Printing Office, 1995).
25. Joseph Stiglitz, *Globalization and Its Discontents* (NY: W. Norton & Company, 2002), 04.
26. Robert D. Atkinson and David B. Audretsch, "Economic Doctrines and Policy Differences: Has the Washington Policy Debate Been Asking the Wrong Questions?", *Information Technology & Innovation Foundation*, september 2008, 26.
27. Jane E. Fountain, "The Virtual State: Transforming American Government?" *National Civic Review* 90, no.3 (2001): 241–251.
28. The White House, «Startup America Fact Sheet». White House Archives. Consulté le 13 janvier 2025. URL : <https://obamawhitehouse.archives.gov/startup-america-fact-sheet>.

29. The White House. "Open Government: A Progress Report to the American People". White House Archives. Consulté le 13 janvier 2025. URL: <https://shorturl.at/RKznG>
30. 1999 marquera un cycle de croissance ininterrompu de 9 ans, impulsé par Clinton. Martine Azuelos, « L'économie américaine à l'aube du 20^{ème} siècle: les paradoxes d'un leadership reconquis », dans *Les États-Unis au XXe siècle : puissance et paradoxes*, éd. Martine Azuelos (Paris: Presses Sorbonne Nouvelle, 2001), 161-187, <https://shorturl.at/TgSUi>
31. En termes de chiffre d'affaires en 1997, sur les 500 premières firmes mondiales identifiées par le magazine Fortune, 175 étaient américaines. Martine Azuelos, « L'économie américaine à l'aube du 20^{ème} siècle ».
32. World Bank, *World Development Indicators*, consulté le 1 mars 2025. URL: <https://rb.gy/bxdl7a>
33. L'essor des géants de la High Tech est d'abord le fruit d'une très forte demande interne au début des années 1990. En 1997, 40% des nouveaux équipements produits par les firmes américaines sont liés aux technologies de l'information. Martine Azuelos, « L'économie américaine à l'aube du 20^{ème} siècle ».
34. *S&P 500 Sector Weightings: Historical Data and Trends*, S&P Dow Jones Indices. Consulté le 16 mars 2025 www.spglobal.com/spdji/en/
35. David H. Autor, Lawrence F. Katz, and Melissa S. Kearney, "Trends in U.S. Wage Inequality: Revising the Revisionists". *NBER Working Paper* n°12011. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research, 2006. URL: <https://shorturl.at/JPMud>
36. Entre 1995 et 2004, NYSE, NASDAQ et AMEX ont connu des mouvements exceptionnels : « entre janvier 1995 et août 2000, le niveau moyen des cours [...] a augmenté de manière quasi ininterrompue. Au cours de ce marché haussier (*bull market*), les cours ont progressé en termes réels de 177,7 %. Puis, entre août 2000 et février 2003 [...] ils ont accusé une sévère correction, à savoir 46,8 % ». Patrick Bisciari et Alain Durré, « La bulle 'Internet', un remake de la bulle de 1929 ? », *Revue d'économie financière*, no.81 (2005) : 157-169.
37. De 1991 à 2010, la France et l'Allemagne ont perdu des emplois manufacturiers, respectivement -30,7% et -28,7% (respectivement 900.000 et 2 millions d'emplois). Au Royaume-Uni, la perte est plus importante -41%. La Fabrique, Désindustrialisation en France et en Europe. La Fabrique de l'industrie/Laboratoire d'idées. Consulté le 12 mars 2025. URL : <https://shorturl.at/CNNdU>
38. Marion Fontaine, Xavier Vigna. « Introduction. La désindustrialisation, une histoire en cours ». *Revue d'histoire*, 2019, 4 (144), p.06. URL : <https://hal.science/hal-03162486v1>
39. Gilles Poupard et John Baude, « France : des territoires inégaux face à la désindustrialisation ». *Population Avenir*, n°720, Novembre-décembre 2014, URL : <https://shorturl.at/4xY7v>
40. Le secteur manufacturier est l'un des piliers de l'économie américaine, à l'origine de 70% de la R&D du secteur privé et de 90% des brevets. C'est aussi le secteur qui propose les emplois les mieux rémunérés, les *Good Jobs*. Thibaut Bidet-Mayer et Philippe Frocrain, *L'industrie américaine : simple rebond ou renaissance ?* (Paris : Presses des MINES, 2015), 38.
41. La commission sur la productivité industrielle (MIT) avait déjà pointé du doigt des faiblesses (courtermisme, peu d'investissements productifs, innovations insuffisantes, élitisme, etc.) qui expliquent le déclin de l'économie américaine, face à des acteurs qui ne la considèrent plus comme un modèle. Martine Azuelos, « L'économie américaine à l'aube du 20^{ème} siècle ».
42. Lawrence Mishel, Josh Bivens, Elise Gould et Heidi Shierholz, *The State of Working America*, 12^{ème} ed. (Ithaca: Cornell University Press, 2012), 325.
43. U.S. Census Bureau, *County Business Patterns (CBP)*. Consulté le 12 mars 2025. URL : <https://shorturl.at/15u7f>
44. Dorothy Neufeld, "Visualizing the Decline of U.S. Manufacturing, by Sector (2002-2022)". Consulté le 30 Aout 2024, URL : <https://shorturl.at/SXGqr>

45. CNES, « États-Unis - Détroit: une “Shrinking City”, entre crise automobile, ségrégation et évitement, » CNES, consulté le 13 mars 2023, <https://shorturl.at/EIYXQ>
46. Thibaut Bidet-Mayer et Philippe Frocrain, « Où va l'industrie américaine ? Donald Trump face à ses promesses ». Consulté le 13 janvier 2025. URL : <https://shorturl.at/WGdKL>
47. Maria Ines Zamudio et Natalie Moore, « Zoning Won't Save Manufacturing In Chicago, » *WBEZ*, publié le 28 octobre 2019, <https://rb.gy/whet54>
48. Kerwin C. Kofi, Erik Hurst et Mariel Schwartz, «The Transformation of Manufacturing and the Decline in U.S. Employment», *Chicago Booth School of Business, University of Chicago*, 2018, URL : <https://rb.gy/4vphss>
49. Zakaria Hanafi, « La désindustrialisation de l'Europe et des États-Unis, » *Géopolitique*, publié le 6 octobre 2024, <https://rb.gy/5919ty>
50. Reuters, « Automobile : Plusieurs usines d'Europe et d'Amérique du Nord pourraient fermer en 2025 ». Consulté le 16 janvier 2025. URL : <https://shorturl.at/tXBXM>
51. La désindustrialisation a notamment touché les zones urbaines et certaines villes ont bien su se transformer en évoluant vers les technologies (cas de Pittsburgh). Thibaut Bidet-Mayer et Philippe Frocrain, «Où va l'industrie américaine ?» *La Fabrique*, consulté en mars 2025, <https://2cm.es/W5Xc>
52. Shoshana Zuboff, *The Age of Surveillance Capitalism: The Fight for a Human Future at the New Frontier of Power* (New York: PublicAffairs, 2019). 77-90.
53. Lina Khan, « Amazon's Antitrust Paradox, » *Yale Law Journal*, 126, no. 3 (2017): 564–907.
54. Gabriel Zucman, *The Hidden Wealth of Nations: The Scourge of Tax Havens* (Chicago: University of Chicago Press, 2015), 101-110.
55. Simon Chesterman, « Move Fast and Break Things: Law Technology and the Broblem of Speed”. *Singapore Academy of Law Journal*, n°33, 2021, 10.
56. Franck Stassi, « Un nouveau siège en forme de double hélice végétalisée pour Amazon », consulté le 05 février 2025, <https://www.usinenouvelle.com>
57. Olivia LaVecchia et Stacy Mitchell, *Amazon, cette inexorable machine de guerre qui étrangle la concurrence, dégrade le travail et menace nos centres-villes*. (Paris: Institute for Local Self-Reliance, 2016) 11-32.
58. Scholz, Trebor. *Uberworked and Underpaid: How Workers Are Disrupting the Digital Economy* (Cambridge: Polity Press, 2017), 151.
59. Graphiline Rédaction, « Publicité Mondiale : une croissance inédite portée par les géants du numérique en 2024. Consulté le 18 décembre 2024, URL : <https://shorturl.at/31sFE>
60. Matt Stoller, *Goliath: The 100-Year War Between Monopoly Power and Democracy* (New York: Simon & Schuster, 2020).
61. Zuboff, Shoshana. *The Age of Surveillance Capitalism: The Fight for a Human Future at the New Frontier of Power*. (New York: PublicAffairs, 2019), 15.-16
62. Mazzucato, Mariana. *The Entrepreneurial State Debunking Public vs. Private Sector Myths* (New York: Anthem Press, 2013), 137.
63. OpenSecrets.org, « Lobbying Spending Database, » OpenSecrets.org, consulté le 21 février 2025, <https://www.opensecrets.org>
64. Wu, Tim. *The Curse of Bigness: Antitrust in the New Gilded Age* (New York: Columbia Global Reports, 2018), 37.
65. Jost Wübbeke, Mirjam Meissner, Max J. Zenglein, Jaqueline Ives et Björn Conrad, *Made in China 2025: The Making of a High-Tech Superpower and Consequences for Industrial Countries*, MERICS Papers on China, no.2 (décembre 2016).
66. Les offices asiatiques se sont accaparés deux tiers (67,6%) des demandes mondiales en 2021, en raison notamment de la croissance durable de la Chine. OMPI, Nouveaux records pour les dépôts de demandes de titres de propriété intellectuelle dans le monde en 2021, l'Asie mène la croissance. Genève, 21 novembre 2022, PR/2022/897, <https://tinyurl.com/2vxw2xzt>

67. Office des Nations Unies à Genève, Brevets : nouveaux records dans le monde en 2021 et la Chine mène la course – OMPI, 21 novembre 2022, <https://tinyurl.com/yzd6k366>
68. World Intellectual Property Organization (WIPO) (2024). World Intellectual Property Indicators 2024. Geneva: WIPO. DOI: 10.34667/tind.50133
69. La montée en puissance de la Chine se révèle par la présence de 7 firmes chinoises parmi les 10 principaux déposants de demandes de brevet : *Tencent* (2074 inventions), *Ping An Insurance* (1564), *Baidu* (1234), Académie chinoise des sciences (607), *IBM* (601), *Alibaba Group* (571), *Samsung Electronics* (468), *Alphabet* (443), *ByteDance* (418) et *Microsoft* (377). ONU info, La Chine en tête des demandes de brevet pour l'intelligence artificielle générative – OMPI, consulté le 3 juillet 2024, <https://tinyurl.com/4amuk89v>
70. Y. Shen, « The Rise of Chinese Technology Firms: Implications for Global Trade, » *Asia Pacific Business Review*, janvier 2020.
71. Agilité, flexibilité, innovation, collaboration, transparence et optimisation des coûts.
72. Kai-Fu Lee, *AI Superpowers: China, Silicon Valley, and the New World Order* (Boston: Houghton Mifflin Harcourt, 2018), 96.
73. Dominique Talbot, « Apple dans la mire des autorités chinoises ». *Les Affaires*. Consulté le 5 février 2025, <https://tinyurl.com/ya5yjtsu>
74. Anouch Seydtaghia, « En Chine, le pire des scénarios se profile pour Apple ». *Le Temps*. Consulté le 12 mars 2025. <https://tinyurl.com/3tv8sehn>
75. Guillaume Fleureau, « Apple dans le viseur de Pékin: une enquête antitrust qui tombe mal, » *Siècle Digital*, publié le 6 février 2025, <https://tinyurl.com/3pbbzc4c>
76. Le Figaro & AFP, « La Chine ouvre une enquête anti-monopole contre Google », *Le Figaro*, publié le 4 février 2025, <https://tinyurl.com/5n6ju5zd>
77. Chris Miller, *Chip War: The Fight for the World's Most Critical Technology* (New York: Scribner, 2022), 13-15.
78. Apple Inc., *Annual Report (Form 10-K)*, 2022, Apple Investor Relations, consulté le 16 mars 2025, URL: <https://investor.apple.com>
79. Mathilde Velliet, « La compétition technologique États-Unis-Chine : “courir plus vite”... en interdépendance, » *Les grands dossiers de Diplomatie/IFRI*, no.70 (oct-nov 2022), 56-60.
80. Selon les autorités chinoises, les importations des USA seront soumises à davantage de droits de douane (15%). Associated Press, « La Chine réplique aux droits de douane américains en ciblant les produits agricoles ». Consulté le 5 mars 2025. URL : <https://shorturl.at/1sNmqq>
81. Le phénomène permet aussi la délocalisation de certaines industries. « The Globalization of the American Economy, » *Global Policy Forum*, 2007, <https://www.globalpolicy.org>.
82. La fin de la convertibilité du dollar en or, décidée par Nixon en 1971, fut déjà perçue comme un signe de déclin de la domination économique des États-Unis. Ce « géant essoufflé » était confronté dès lors à une croissance lente, eu égard aux deux chocs pétroliers qui ont altéré ses gains de productivité. Martine Azuelos, « L'économie américaine à l'aube du 20^{ème} siècle ».
83. Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), « SIPRI Military Expenditure Database », consulté le 26 février 2025, <https://shorturl.at/6zLwi>
84. Kimberly Amadeo, «2008 GDP, Growth, and Updates by Quarter: the Financial Crisis Bludgeons the Economy» *The Balance*, consulté le 7 mai 2022, <https://tinyurl.com/y4ewskcu>
85. Banque de France, « La crise de 2008 », consulté en août 2022, <https://tinyurl.com/4fyez88z>
86. Moretti, Erico, *The New Geography of Jobs*. (Boston: Houghton Mifflin Harcourt, 2012).
87. Chomsky, Noam, et Edward S. Herman. *Manufacturing Consent: The Political Economy of the Mass Media*. (New York: Pantheon Books, 1988), 59-86.
88. La modernité réflexive est un état dans lequel la société prend conscience des risques qu'elle engendre elle-même et s'adapte constamment pour y faire face. Beck, Ulrich, *Risk Society: Towards a New Modernity* (Londres: Sage Publications, 1992), 29-32.
89. WTO, «Le commerce mondial en 2010», consulté le 7 mars 25. URL: <https://tiny.cc/brrc001>

90. Émilie Frenkiel, « Une démocratisation aux couleurs de la Chine ». In. *Politique Étrangère*, 4:2011, 851-862.
91. World Bank Group, “GDP growth (annual %) - China”. URL: <https://n9.cl/mgcic>
92. Chaturvedi Sachin, «*The BRICS New Development Bank: A Game Changer?* Une analyse approfondie des objectifs et des défis de la NBD. *Journal of Asian Public Policy*, 9(3), 2016, 222-235.
93. Il est à relever que les investissements chinois aux États-Unis ont évolué depuis 2010, passant la barre symbolique d'un milliard\$, notamment dans l'industrie (76.2% des investissements entre 2002 à 2014). Thibaut Bidet-Mayer et Philippe Frocrain, *L'industrie américaine : simple rebond ou renaissance ?* (Paris : Presses des MINES, 2015), URL : <https://shorturl.at/52oXS>.
94. LVSL, « OTAN, Israël, Syrie, BRICS et l'avenir de la diplomatie française » (Entretien réalisé avec Gérard Araud et Pascal Boniface dans l'Émission « Le vent se lève », publiée le 22 décembre 2024, URL: <https://n9.cl/huxck>
95. Polet François, « La démondialisation est-elle l'affaire du Nord ? » *Recherches Internationales*, n°122, Octobre-Décembre 2021, 67-89.
96. Scott Lincicome, “Ignoring the Recent (and Ignominious) History of ‘Buy American’”. *Journal of Public Procurement*, 18(2), July 2020, 123-145.
97. Adam Wallwork, Quynh Nguyen & Gary Hecimovich, “The CHIPS Act’s semiconductor production credit”. Consulté le 1mars 2025, URL: <https://shorturl.at/qXJl3>
98. Intel, “Innovating and Investing in Ohio”. consulté le 7 mai 24. Url: <https://shorturl.at/ GtEhy>
99. Dominique Filippone, “Usines, centre de R&D: TSMC rallonge ses investissements aux États-Unis”, Consulté le 05 mars 2025, URL : <https://shorturl.at/ayx12>
100. La loi sur l'investissement et l'emploi dans les infrastructures (IIJA), promulguée par Biden en 2021, prévoit 1.200 milliards\$ de dépenses dans les transports et infrastructure. U.S. Department of Transportation, “Bipartisan Infrastructure Law (BIL) / Infrastructure Investment and Jobs Act (IIJA)”, February 16, 2023, URL : <https://shorturl.at/RTXYa>
101. WFAA, “Donald Trump full speech on jobs” (March 7, 2025). Url: <https://shorturl.at/ HESzI>
102. Jonathan Swan et Maggie Haberman, “Inside the Explosive Meeting Where Trump Officials Clashed With Elon Musk”. Consulté le 10 mars 2025. URL : <https://shorturl.at/A1V8F>
103. Claire Carrard, « Autour de Donald Trump, Elon Musk et les oligarques de la tech », publié le 27 novembre 2024. URL : <https://shorturl.at/LXuvF>

7. Liste bibliographique

a. Ouvrages

1. *A Brief History of Neoliberalism*, Harvey David, Oxford, Oxford University Press, 2005.
2. *AI Superpowers: China, Silicon Valley, and the New World Order*, Kai-Fu Lee, Boston, Houghton Mifflin Harcourt, 2018.
3. *Amazon, cette inexorable machine de guerre qui étouffe la concurrence, dégrade le travail et menace nos centres-villes*, Olivia LaVecchia et Stacy Mitchell, Paris, Institute for Local Self-Reliance, 2016.
4. *Capital in the Twenty-First Century*, Piketty Thomas, Harvard University Press, 2014.
5. *Chip War: The Fight for the World's Most Critical Technology*, Chris Miller, New York, Scribner, 2022.
6. *Evolving the High Performance Computing and Communications Initiative to Support the Nation's Information Infrastructure*, National Science and Technology Council, Washington DC, Government Printing Office, 1995.
7. *Globalization and Its Discontents*, Stiglitz Joseph, NY, W. Norton & Company, 2002.
8. *Goliath: The 100-Year War Between Monopoly Power and Democracy*, Stoller Matt, New York, Simon & Schuster, 2020.
9. *L'industrie américaine : simple rebond ou renaissance ?* Bidet-Mayer Thibaut et Frocrain Philippe, Paris, Presses des MINES, 2015.

10. *Les États-Unis au XXe siècle : puissance et paradoxes*, Azuelos Martine, Paris: Presses Sorbonne Nouvelle, 2001.
 11. *Manufacturing Consent: The Political Economy of the Mass Media*, Chomsky Noam et Herman Edward, New York, Pantheon Books, 1988.
 12. *Modernity at Large: Cultural Dimensions of Globalization*, Arjun Appadurai, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1996.
 13. *Modernization and Postmodernization: Cultural, Economic, and Political Change in 43 Societies*, Inglehart Ronald, Princeton, Princeton University Press, 1997.
 14. *On the Principles of Political Economy and Taxation*. Ricardo David, Indiana, Library of Economics and Liberty, 1999.
 15. *Post-Capitalist Society*, Drucker Peter, New York, Harper Business, 1993.
 16. *Risk Society: Towards a New Modernity*, Beck Ulrich, Londres, Sage Publications, 1992.
 17. *The Age of Surveillance Capitalism: The Fight for a Human Future at the New Frontier of Power*, Zuboff Shoshana, New York, PublicAffairs, 2019.
 18. *The Age of Surveillance Capitalism: The Fight for a Human Future at the New Frontier of Power*, Zuboff Shoshana, New York, PublicAffairs, 2019.
 19. *The Coming of Post-Industrial Society: A Venture in Social Forecasting*, Bell Daniel, New York, Basic Books, 1973.
 20. *The Curse of Bigness: Antitrust in the New Gilded Age*, Wu Tim, New York, Columbia Global Reports, 2018.
 21. *The End of History and the Last Man*, Fukuyama Francis, New York, The Free Press, 1992.
 22. *The Entrepreneurial State Debunking Public vs. Private Sector Myths*, Mazzucato Mariana, New York, Anthem Press, 2013.
 23. *The Hidden Wealth of Nations: The Scourge of Tax Havens*, Gabriel Zucman, Chicago, University of Chicago Press, 2015.
 24. *The New Geography of Jobs*, Moretti, Erico, Boston, Houghton Mifflin Harcourt, 2012.
 25. *The Politics of Deregulation*, Derthick Martha & Quirk Paul, Washington DC, Brookings Institution Press, 1985.
 26. *The Prize: The Epic Quest for Oil, Money, and Power*, Yergin Daniel, New York, Simon & Schuster, 1991.
 27. *The Rise of the Creative Class: And How It's Transforming Work, Leisure, Community and Everyday Life*, Florida Richard, New York, Basic Books, 2002.
 28. *The Rise of the Network Society* (2nd), Castells Manuel, Oxford, Blackwell, 2010.
 29. *The Scientific Estate*, Price, Don K., Cambridge, Harvard University Press, 1965.
 30. *The State of Working America* (12^{ème} ed), Lawrence Mishel, Josh Bivens, Elise Gould et Heidi Shierholz, Ithaca, Cornell University Press, 2012.
 31. *The Third Wave*, Toffler Alvin, New York, Bantam Books, 1980.
 32. *The Triumph of Politics: Why the Reagan Revolution Failed*, Stockman David A., New York, Harper & Row, 1986.
 33. *Überworked and Underpaid: How Workers Are Disrupting the Digital Economy*, Trebor Scholz, Cambridge, Polity Press, 2017.
- b. Périodiques**
1. « Amazon's Antitrust Paradox », Khan Lina, *Yale Law Journal*, 126, no. 3 (2017).
 2. « Economic Doctrines and Policy Differences: Has the Washington Policy Debate Been Asking the Wrong Questions? », Atkinson Robert D. & Audretsch David B., *Information Technology & Innovation Foundation*, septembre 2008.
 3. « France : des territoires inégaux face à la désindustrialisation », Gilles Poupard et John Baude, *Population Avenir*, n°720, Novembre-décembre 2014.
 4. « Ignoring the Recent (and Ignominious) History of 'Buy American' », Scott Lincicome, *Journal of Public Procurement*, 18(2), July 2020.

5. « Introduction. La désindustrialisation, une histoire en cours », Marion Fontaine, Xavier Vigna, *Revue d'histoire*, 2019, 4 (144).
6. « La bulle 'Internet', un remake de la bulle de 1929 ? », Bisciari Patrick et Durré Alain, *Revue d'économie financière*, no.81 (2005).
7. « La compétition technologique États-Unis-Chine : "courir plus vite"... en interdépendance », Mathilde Velliet, *Les grands dossiers de Diplomatie/IFRI*, no.70 (oct-nov 2022).
8. « La démondialisation est-elle l'affaire du Nord ? », Polet François, *Recherches Internationales*, n°122, Octobre-Décembre 2021.
9. « *Made in China 2025: The Making of a High-Tech Superpower and Consequences for Industrial Countries* », Wübbecke Jost, Meissner Mirjam, Zenglein Max J., Ives Jacqueline et Conrad Björn, *MERICs Papers on China*, no.2 (décembre 2016).
10. « Move Fast and Break Things: Law Technology and the Problem of Speed », Simon Chesterman, *Singapore Academy of Law Journal*, n°33, 2021.
11. « Paul Krugman, Robert Reich et les inégalités aux États-Unis », Jean-Paul Maréchal, *L'Économie politique*, n°39, Trimestriel - juillet 2008.
12. « Technology and the American Economy », Brooks Harvey & Malecki Edward J., *Science* 264, no.5160 (1994).
13. « *The BRICS New Development Bank: A Game Changer?* Analyse approfondie des objectifs et des défis de la NBD, Chaturvedi Sachin, *Journal of Asian Public Policy*, 9(3), 2016.
14. « The Imaginary Reagan Revolution: On the Conservative Undermining of Radical Left-Wing Discourse », Bradley Smith, *Transatlantica*, 1/2017.
15. « The Race Between Education and Technology: the Evolution of U.S. Educational Wage Differentials, 1890 To 2005 », Goldin Claudia & Katz Lawrence, *NBER Working Paper Series*, Paper n°12984, March 2007.
16. « The Rise of Chinese Technology Firms: Implications for Global Trade », Y. Shen, *Asia Pacific Business Review*, janvier 2020.
17. « The U.S. National Innovation System », Mowery David C. & Rosenberg Nathan, *Research Policy* 22, no.2 (1993).
18. « The Virtual State: Transforming American Government? », Fountain Jane E., *National Civic Review* 90, no.3 (2001).
19. « Trends in U.S. Wage Inequality: Revising the Revisionists », Autor David H., *NBER Working Paper*, n°12011.
20. « Une démocratisation aux couleurs de la Chine », Frenkiel Émilie, *Politique Étrangère*, 4:2011.

c. Pages Internet

1. « 2008 GDP, Growth, and Updates by Quarter: the Financial Crisis Bludgeons the Economy », Kimberly Amadeo, consulté le 7 mai 2022, <https://tinyurl.com/y4ewskcu>
2. « *Annual Report (Form 10-K)*, 2022 », Apple Inc., consulté le 16 mars 2025, URL: <https://investor.apple.com>
3. « Apple dans la mire des autorités chinoises ». Dominique Talbot, *Les Affaires*. Consulté le 5 février 2025, <https://tinyurl.com/ya5yjsu>
4. « Apple dans le viseur de Pékin: une enquête antitrust qui tombe mal », Guillaume Fleureau, *Siècle Digital*, publié le 6 février 2025, <https://tinyurl.com/3pbbzc4c>
5. « Automobile : Plusieurs usines d'Europe et d'Amérique du Nord pourraient fermer en 2025 ». Reuters, Consulté le 16 janvier 2025. URL : <https://shorturl.at/tXBXM>
6. « Autour de Donald Trump, Elon Musk et les oligarques de la tech », Claire Carrard, publié le 27 novembre 2024. URL : <https://shorturl.at/LXuVF>
7. « Brevets : nouveaux records dans le monde en 2021 et la Chine mène la course – OMPI », Office des Nations Unies à Genève, 21 novembre 2022, <https://tinyurl.com/yzd6k366>
8. « Désindustrialisation en France et en Europe ». La Fabrique, La Fabrique de l'industrie/Laboratoire d'idées. Consulté le 12 mars 2025. URL : <https://shorturl.at/CNNdU>

9. « En Chine, le pire des scénarios se profile pour Apple ». Anouch Seydtaghia, *Le Temps*. Consulté le 12 mars 2025. <https://tinyurl.com/3tv8sehn>
10. « États-Unis - Détroit: une "Shrinking City", entre crise automobile, ségrégation et évitement » CNES, consulté le 13 mars 2023, <https://shorturl.at/EIYXQ>
11. « GDP growth (annual %) - China ». World Bank Group, URL: <https://n9.cl/mgcic>
12. « Innovating and Investing in Ohio ». Intel, consulté le 1 mai 24. URL: <https://shorturl.at/GtEhy>
13. « Inside the Explosive Meeting Where Trump Officials Clashed With Elon Musk ». Jonathan Swan et Maggie Haberman, Consulté le 1 mars 25. URL : <https://shorturl.at/A1V8F>
14. « La Chine en tête des demandes de brevet pour l'intelligence artificielle générative – OMPI », ONU info, consulté le 3 juillet 2024, <https://tinyurl.com/4amuk89v>
15. « La Chine ouvre une enquête anti-monopole contre Google », Le Figaro & AFP, *Le Figaro*, publié le 4 février 2025, <https://tinyurl.com/5n6ju5zd>
16. « La Chine réplique aux droits de douane américains en ciblant les produits agricoles ». Associated Press, Consulté le 5 mars 2025. URL : <https://shorturl.at/1sNmq>
17. « La crise de 2008 », Banque de France, consulté le 1 mai 22, <https://tinyurl.com/4fyez88z>
18. « La désindustrialisation de l'Europe et des États-Unis », Zakaria Hanafi, *Géopolitique*, publié le 6 octobre 2024, <https://rb.gy/59I9ty>
19. « Le commerce mondial en 2010 » WTO, consulté le 1 mars 25. URL: <https://tiny.cc/brrc001>
20. « Lobbying Spending Database », consulté le 21 février 2025, <https://www.opensecrets.org>
21. « Nouveaux records pour les dépôts de demandes de titres de propriété intellectuelle dans le monde en 2021, l'Asie mène la croissance ». OMPI, Genève, 21 novembre 2022, PR/2022/897, <https://tinyurl.com/2vxw2xzt>
22. « OTAN, Israël, Syrie, BRICS et l'avenir de la diplomatie française », LVSL, Entretien réalisé avec Gérard Araud et Pascal Boniface dans l'Émission « Le vent se lève », publiée le 22 décembre 2024, URL: <https://n9.cl/huxck>
23. « Où va l'industrie américaine ? Donald Trump face à ses promesses ». Thibaut Bidet-Mayer et Philippe Frocrain, Consulté le 13 janvier 2025. URL : <https://shorturl.at/WGdKL>
24. « Où va l'industrie américaine ? », Thibaut Bidet-Mayer et Philippe Frocrain, *La Fabrique*, consulté en mars 2025, <https://2cm.es/W5Xc>
25. « Publicité Mondiale : une croissance inédite portée par les géants du numérique en 2024 ». Graphiline Rédaction, Consulté le 18 décembre 2024, URL : <https://shorturl.at/31sFE>
26. « S&P 500 Sector Weightings: Historical Data and Trends », S&P Dow Jones Indices. Consulté le 16 mars 2025 www.spglobal.com/spdji/en/
27. « SIPRI Military Expenditure Database », Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), consulté le 26 février 2025, <https://shorturl.at/6zLwi>
28. « The CHIPS Act's semiconductor production credit ». Adam Wallwork, Quynh Nguyen & Gary Hecimovich, Consulté le 1 mars 2025, URL: <https://shorturl.at/qXJl3>
29. « The Globalization of the American Economy », *Global Policy Forum*, 2007, <https://www.globalpolicy.org>.
30. « The Transformation of Manufacturing and the Decline in U.S. Employment », Kerwin C. Kofi, Erik Hurst et Mariel Schwartz, *Chicago Booth School of Business, University of Chicago*, 2018, URL : <https://rb.gy/4vphss>
31. « Un nouveau siège en forme de double hélice végétalisée pour Amazon », Franck Stassi, consulté le 05 février 2025, <https://www.usinenouvelle.com>
32. « Usines, centre de R&D: TSMC rallonge ses investissements aux États-Unis », Dominique Filippone, Consulté le 05 mars 2025, URL : <https://shorturl.at/ayx12>
33. « Visualizing the Decline of U.S. Manufacturing, by Sector (2002-2022) ». Dorothy Neufeld, Consulté le 30 Aout 2024, URL : <https://shorturl.at/SXGqr>
34. « World Development Indicators », World Bank, consulté le 1 mars 25. URL: <https://rb.gy/bxdl7a>

35. « World Intellectual Property Indicators 2024 ». World Intellectual Property Organization (WIPO) (2024). Geneva: WIPO. DOI: 10.34667/tind.50133
36. « Zoning Won't Save Manufacturing In Chicago », Maria Ines Zamudio et Natalie Moore, *WBEZ*, publié le 28 octobre 2019, <https://rb.gy/whet54>

d. Discours et textes officiels

1. « Address before a Joint Session of the Congress on the State of the Union. January 29, 1991 ». Bush, George H. W., In. *Public Papers of the Presidents of the United States: George H. W. Bush (1991, Book I)*. Washington, D.C.: U.S. Government Publishing Office, 1991, pp.218-222. Consulté le 12 mars 2025. URL: <https://tinyurl.com/mtybsxvr>
2. « Bipartisan Infrastructure Law (BIL) / Infrastructure Investment and Jobs Act (IIJA) », U.S. Department of Transportation, February 16, 2023, URL : <https://shorturl.at/RTXYa>
3. « *County Business Patterns (CBP)* ». U.S. Census Bureau, Consulté le 12 mars 2025. URL : <https://shorturl.at/15u7f>
4. « Donald Trump full speech on jobs », WFAA, March 7, 2025. Url: <https://shorturl.at/HESzI>
5. « Open Government: A Progress Report to the American People ». The White House. White House Archives. Consulté le 13 janvier 2025. URL: <https://shorturl.at/RKznG>
6. « Startup America Fact Sheet ». The White House, White House Archives. Consulté le 13 janvier 2025. URL: <https://obamawhitehouse.archives.gov/startup-america-fact-sheet>